

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1809 - 4 avril 2003 - prix : 1 €

**Attaque programmée
contre les retraites**

**Ne les
laissons
pas faire !**

**Éducation
nationale
Les grèves
s'étendent**

p. 14 - 15

**Chômage,
licenciements
et profits
en hausse**

p. 5

Irak

La sale

guerre de Bush



M 06189 - 1807 - F: 1,00 €



p. 8 à 10

Sommaire

Leur société

- p 4 ■ Retraites : public et privé, 37,5 années de cotisation !
- La gauche une seconde fois derrière Chirac.
- P 5 ■ Rupture de croissance économique.
- Licenciements et chômage en hausse.
- Baisses d'impôts, les promesses s'envolent.
- P 10 ■ L'extrême gauche accusée d'antisémitisme.
- Le personnel de l'AFPA Vénissieux en colère.
- A la mairie de Grenoble, une mobilisation fructueuse.
- P 16 ■ Expulsions par charters entiers de sans-papiers.
- Au Conseil régional d'Ile-de-France.

Tribune

- p 6 ■ Retraites, sécu... le combat continue !

La guerre en Irak

- p 6-7 ■ La sale guerre de Bush pour la mainmise sur le Moyen-Orient
- Les acrobaties de Blair.
- Reprise du programme « pétrole contre nourriture ».
- p 8-9 ■ Rallonge budgétaire pour la guerre
- L'embargo : une arme de destruction massive que la France n'a jamais condamnée.
- Quand ils préparent la reconstruction.

Dans les entreprises

- p 11 ■ Alstom - Chantiers de l'Atlantique. Renault - Flins. Metaleurop - Noyelles-Godault.
- P 12 ■ Dans les hôpitaux, on manque de personnel ! A la Pitié ou à Purpan par exemple.
- P 13 ■ Nitrochimie - Billy Berclau. General Trailers - Lunéville. Daewoo - Longwy.

Enseignement

- p 14 ■ Poursuite du mouvement dans le Lot-et-Garonne.
- Grève en Seine-Saint-Denis
- p 15 ■ Écoles en grève à Marseille
- Au collège Henri Dunant à Colombes
- Des « cop » contre la décentralisation

Procès Elf

Au bout de huit années d'instruction judiciaire, les principaux dirigeants de la société Elf se retrouvent devant la justice dans le box des accusés. Petit à petit les bouches s'ouvrent. Elles avouent ce que tout le monde savait déjà sur la société Elf et ses pratiques, ne serait-ce que parce que celles-ci n'avaient rien de bien neuf ni de bien original.

Ainsi une « caisse noire » alimentée par des détournements de fonds existait-elle bel et bien. Le Floch-Prigent, ancien président de la compagnie pétrolière, évalue son montant à 5 millions d'euros. Sirven rigole et estime pour sa part que le chiffre était « très, très, très, très supérieur ». Il sait de quoi il parle, lui, le bras gauche de Le Floch, chargé du financement des partis proches de Mitter-

DES PRATIQUES ORDINAIRES

rand. Un Mitterrand dont on apprend au passage qu'en 1989 il demanda directement à son ami Le Floch un partage plus équitable du gâteau dont la plus grosse part était jusqu'alors servie au RPR.

Une « caisse noire » servait donc à alimenter des partis politiques tant de droite que de gauche. Parce que, c'est Le Floch Prigent qui le dit : « *En Afrique, si on entre dans un combat socialistes-gaullistes, on ne sait plus où on va. Un certain nombre d'hommes politiques français étaient capables de déstabiliser Elf. Il fallait que nous les fassions taire ou que nous les ayons avec nous* ». D'autres fonds arrosaient des ministres, voire des chefs d'État décrits par les accusés comme « *certaines autorités africaines amies de la France* ». Toutes sortes « d'intermédiaires » en bénéficiaient également et bien évidemment au passage les

dirigeants de la société Elf n'oubliaient de se récompenser de leur peine. Rien que du banal en somme.

L'ancien directeur de l'audit d'Elf déclare d'ailleurs bien simplement que l'existence de ces fonds et de leur usage était connue du service des douanes comme de ceux de la présidence de la République et, en guise d'explication ou d'excuse, il précise : « *Mais il y avait des circuits occultes dans tous les grands groupes (capitalistes) internationaux* ». La curiosité de la justice n'ira pas jusqu'à lui demander si de tels circuits existent encore et dans quels groupes ?

Il en aura fallu du temps pour que soit levé un petit bout du voile, juste un tout petit bout, des pratiques habituelles entre les hauts cadres des grandes entreprises capitalistes publiques ou privées et les politiciens à leur service.

Alain VALLER

PRIVATISATIONS EN (auto)ROUTE

La Sanef (Société des autoroutes du nord et de l'est de la France) serait prochainement privatisée, si l'on en croit une information donnée par le journal *Le Monde* des 30 et 31 mars. Ce serait un pas de plus vers la privatisation de l'ensemble des sociétés autoroutières françaises.

En effet, sur les sept sociétés concessionnaires d'autoroutes, une seule est à ce jour entièrement privée : Cofiroute, dont l'incurie a provoqué le grand embouteillage du premier week-end de janvier.

Une autre a été privatisée à 49 % par Jospin et son ministre des Transports Gayssot, il y a tout juste un an : ASF (Autoroutes du sud de la France), qui compte à elle seule 40 % du trafic autoroutier et un chiffre d'affaires de plus de deux milliards d'euros.

La droite au gouvernement se déclare bien sûr en faveur des privatisations au nom du fait que ce serait aux patrons, à eux seuls, de gérer l'économie. Mais, comme la gauche en son temps, elle a aussi un besoin urgent de privatiser de nouvelles entreprises publiques, afin d'engranger de l'argent frais qui lui permette de continuer à faire des

cadeaux au patronat, sans trop compromettre l'équilibre budgétaire.

Et pourquoi la Sanef tout de suite ? Parce que sa valeur en Bourse s'est maintenue, alors que celle des autres entreprises candidates à la privatisation, Air France, la Snecma ou Thomson, est aujourd'hui en chute libre.

Les responsables du ministère des Transports plaident, paraît-il, contre la vente de la Sanef : elle rapporte beaucoup, pourrait financer les futures constructions d'autoroutes ou de lignes TGV et tient ses engagements de concessionnaire vis-à-vis de l'État. Tout

cela est vrai, mais ne pèse guère à côté des deux milliards d'euros que sa vente ferait rentrer dans les caisses de l'État.

Le gouvernement vend les entreprises publiques, pour se faire de l'argent. Les grands trusts du BTP, comme Vinci (ex-Lyonnais des Eaux-Dumez, numéro un mondial du BTP), en profiteront pour augmenter leur empire et leurs profits. Et tant pis si c'est un recul pour la collectivité et pour les travailleurs, dont les impôts ont servi à financer les autoroutes et qui paieront des péages plus chers pour un service diminué.

Vincent GELAS

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron

153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CODE POSTAL et VILLE :

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE

.....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 31 mars 2003

■ L'agression impérialiste contre l'Irak ne peut pas occulter la guerre sociale menée en France par le patronat et le gouvernement contre les salariés. Les licenciements collectifs se multiplient dans les grandes entreprises. Le nombre de chômeurs s'accroît de mois en mois. 10 % de chômeurs bientôt, un salarié sur dix, sans même parler de ceux, à peu près autant, qui n'ont qu'un emploi précaire mal payé et qui, tout en travaillant, vivent aussi mal que les chômeurs.

Attaque aussi contre les retraites. C'est la retraite des travailleurs du secteur public qui est dans la ligne de mire du gouvernement. Mais ne nous y trompons pas : si le gouvernement actuel parvient à imposer aux travailleurs du service public ce que Balladur avait imposé aux travailleurs du privé, 40 ans de cotisation au lieu de 37 ans et demi, le patronat exigera d'aller au-delà pour tous, jusqu'à 42 ans de cotisation, voire plus. Et le gouvernement fera comme le patronat lui demandera de faire.

L'attaque contre les services publics et leurs travailleurs nous concerne également tous. Lorsque le gouvernement proclame que c'est sur les « dépenses de l'État » qu'il faut faire des économies, ce n'est évidemment pas les aides et les subventions au patronat qu'il va réduire, ni le budget militaire. C'est au budget de la Santé et de l'Éducation nationale qu'il s'en prend. L'insuffisance des crédits et des effectifs crée déjà une situation

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !

catastrophique dans les hôpitaux, dans les maternités, dans les écoles des quartiers populaires. Ce sont les travailleurs, les chômeurs, les pauvres ou leurs enfants à qui on impose de payer la facture des subventions et des dégrèvements d'impôts et de cotisations sociales accordés au grand patronat.

Plusieurs confédérations syndicales et la majorité des syndicats du secteur public appelaient pour le 3 avril à une journée de grèves et de manifestations sur les retraites, mais aussi sur « l'emploi, les salaires et la défense du secteur public ». Cet appel était plein d'arrière-pensées de la part des dirigeants syndicaux qui, sur la question des retraites, reculent et acceptent par avance la politique gouvernementale. Même les confédérations qui revendiquaient l'annulation des mesures Balladur, le retour aux 37 ans et demi de cotisation pour tous, sur la base des dix meilleures années, sont en train d'abandonner cette revendication au profit des négociations.

Mais sur cette question, il n'y a rien à négocier ! Négocier, c'est cautionner le mensonge du gouvernement et du patronat qui osent prétendre que le système actuel des retraites par répartition va droit dans le mur si on n'augmente pas la durée ou le montant des cotisations tout en réduisant le montant des retraites. C'est un mensonge grossier car, avec l'augmentation incessante de la productivité, obtenue par une exploitation croissante des travailleurs, par

l'aggravation des cadences et de l'intensité du travail, il y aurait largement de quoi payer des retraites convenables. L'unique objectif de la « réforme » gouvernementale est de voler un peu plus les travailleurs et les retraités pour accroître les profits patronaux.

Malgré les arrière-pensées des dirigeants syndicaux, il fallait cependant que cette manifestation soit la plus massive et la plus large possible. Une seule manifestation ne suffira pas mais une participation nombreuse à celle-ci peut redonner confiance dans la lutte. Il faut montrer au patronat et au gouvernement que, s'ils s'en prennent aux intérêts vitaux des travailleurs, ils n'auront pas seulement affaire à des dirigeants syndicaux prêts à toutes les compromissions, mais à la réaction de l'ensemble des travailleurs.

Réagir aux attaques est une nécessité vitale. Si le ralentissement économique se poursuit, c'est aux travailleurs qu'ils essaieront d'en faire payer le prix en multipliant les licenciements, en abaissant les salaires, en augmentant les prélèvements, comme la CSG. Lorsque les profits étaient au sommet, seuls les actionnaires se sont enrichis. C'est à eux seuls, et pas aux travailleurs, de payer pour les aléas de leur économie.

Arlette LAGUILLER

**RÉUNION PUBLIQUE
avec ARLETTE LAGUILLER
à LYON**

Vendredi 4 avril à 20 h
Salle Victor Hugo - Mairie du 6^e
33, rue Bossuet - Métro Masséna



Retraites

PUBLIC ET PRIVÉ 37,5 ANNÉES DE COTISATION !

Pendant que Chirac brasse du vent sur le front de la « grande » politique et pose au « héros de la paix », Raffarin et le gouvernement poursuivent leur guerre contre les travailleurs, en particulier sur le terrain des retraites. Pour eux, il n'est pas question de changer de cap et Raffarin le répète : « Pendant la guerre, les réformes continuent. »

Les ministres se montrent toutefois prudents et soucieux d'éviter la provocation. Mer, le ministre de l'Économie, ne veut pas dire franchement qu'il veut faire cotiser tous les travailleurs plus de 40 ans. Il préfère parler par énigmes : « Il est clair qu'aux alentours de 2008 on devra démontrer aux Français qu'ils sont tous traités de la même manière et que, au moins sous l'angle des durées de cotisation, nous avons rétabli une situation normale, compréhensible par tout le monde. En outre, l'espérance de vie augmente : il nous paraît normal d'expliquer aux Français que l'on peut consacrer les deux tiers de cette augmentation au travail et un tiers à la retraite » (Grand Jury RTL Le Monde).

Fillon, ministre des Affaires sociales, assure lui aussi que « le calendrier prévu sera respecté » et que la réforme des retraites sera traitée dans les trois prochains mois. Il se donne même des gants en critiquant les libéraux dans son propre parti : « Ceux qui pensent que nous n'allons pas assez vite jouent contre leur camp. » Mais, tout en redisant que « tout est ouvert », il insiste sur « l'importance du paramètre de la durée de

cotisation et de l'alignement progressif du public et du privé. »

Les plus impatientes, ou ceux qui le manifestent le plus fort, sont les patrons. Ainsi Seillière, le président du Medef, exige tout, tout de suite. Il ne veut pas que, « ayant fait avancer la réforme des retraites dans la fonction publique, le gouvernement considère qu'il prend un temps supplémentaire en ce qui concerne le secteur privé ».

Malheureusement, le langage est beaucoup moins tranchant du côté des syndicats. Fillon peut se féliciter de ne pas rencontrer d'attitude de blocage au cours des discussions avec eux, y compris la CGT. Une des batailles du congrès de la CGT a d'ailleurs consisté, pour la direction, à écarter la revendication de 37,5 annuités pour tous, sous prétexte que cela « ne peut suffire pour garantir le droit à la retraite à 60 ans », comme l'a affirmé Le Duigou, secrétaire confédéral chargé de la protection sociale. On attend que Le Duigou dise ce qui « peut suffire à garantir ce droit » !

CGT, FO, FSU et UNSA appelaient tout de même les fonctionnaires et l'ensemble des salariés à se mobiliser et à manifester le jeudi 3 avril pour la défense des retraites. Il faut non seulement que cette journée interprofessionnelle public-privé soit une réussite, mais qu'elle soit rapidement suivie d'autres étapes, pour organiser rapidement la riposte du monde du travail aux attaques du patronat et du gouvernement.

Vincent GELAS

LA GAUCHE, UNE SECONDE FOIS DERRIÈRE CHIRAC

« Deux fois par an, on vote Chirac » : c'est la plaisanterie qui circulait, paraît-il, dans le groupe socialiste lors du débat à l'Assemblée nationale sur l'Irak qui a vu l'ensemble des députés de gauche se succéder à la tribune pour congratuler la diplomatie française.

Depuis le début de la crise irakienne, la gauche n'a pas cessé de tresser des couronnes à Chirac. Ainsi l'ancien ministre socialiste Jack Lang, a renoué avec la flagornerie dont il faisait preuve autrefois vis-à-vis de Mitterrand : « L'attitude ferme du président de la République française et de la gauche française donne à notre pays un capital moral dans le monde qui lui permettra d'agir sur le plan humanitaire et d'aider, le jour venu, à la construction de la paix », ajoutant : « Pas une feuille de papier à cigarette ne me sépare de ce qu'a dit le président de la République. L'engagement de la France par sa voix est ferme, clair et juste. »

Dans le même registre, Chevènement a lui aussi dressé un autel à la gloire de Chirac. Selon lui « Jacques Chirac porte les intérêts de la France conformément à sa vocation d'universalité. Ce faisant, il sert aussi l'idée d'une Europe européenne. »

François Hollande, lui, expliquait que dans la crise irakienne « les arguments de Jacques Chirac sont également les nôtres » et Julien Dray est « fier de ce que fait la France ».

Enfin les dirigeants du Parti Communiste ne sont pas en reste. Ainsi Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « Je suis personnellement fier de la France, de son attitude dans ce débat douloureux. »

Il fut un temps où les dirigeants de gauche expliquaient que Chirac et les dirigeants de droite représentaient les intérêts des capitalistes français. Aujourd'hui, on le voit, la gauche identifie Chirac avec « la France » et se jette à nouveau à ses pieds, quelques mois après avoir voté pour lui au second tour de la présidentielle. Ce nouveau ralliement est indigne pour plusieurs raisons.



Evidemment Chirac a pris une posture qui, face à la politique d'agression brutale des États-Unis, apparaît comme en faveur de la paix. Mais Le Pen a pris une position analogue et il ne serait venu à l'idée (heureusement) d'aucun responsable de gauche d'encenser Le Pen pour sa position antiguerre purement circonstancielle. Chirac, comme Le Pen, peuvent prendre telle ou telle position pour des raisons qui leur sont propres et qui restent complètement opposées à l'intérêt des travailleurs et des peuples.

Il faut savoir dans quel camp on se trouve. Face à ce déluge de compliments, il faut de plus rappeler qu'à aucun moment, Chirac n'a condamné les bombardements sur le peuple irakien. À aucun moment il n'a réclamé le départ des troupes américaines et britanniques. Interrogé sur la possibilité pour les bombardiers américains de survoler l'espace aérien français, il a répondu « Cela va de soi. Les États-Unis sont nos alliés. » Depuis le début de la crise, l'attitude de la France n'a pas évité un seul mort irakien, tout au plus, le ballet diplomatique a-t-il retardé de quelques semaines l'entrée en guerre. Et même ce laps de temps a été utilisé pour continuer à désarmer l'Irak, tandis que les États-Unis continuaient d'acheminer leur armada.

En fait, le président français n'a jamais dénié à l'impérialisme américain le droit de mettre au pas l'Irak. Et s'il s'est distingué dans la forme, c'est d'abord parce que les États-Unis n'avaient besoin ni de son aval, ni de ses troupes. Et ensuite parce qu'il a calculé que cette posture pacifiste ne desservirait ni son avenir politique ni l'intérêt des capitalistes français y compris en Irak.

On est tout de même gêné de devoir rappeler que l'impérialisme français, encore aujourd'hui en Côte-d'Ivoire ou en Centrafrique, a le sang des peuples ex-coloniaux sur les mains et que toute son histoire est celle du massacre des peuples pour les intérêts des groupes et des banquiers français. Si la gauche cultive des illusions dans Chirac, lui Chirac ne changera jamais de camp, celui de l'impérialisme.

Le ralliement de la gauche à Chirac est particulièrement nocif sur le plan intérieur, car ce fameux « capital moral » qu'obtiendrait Chirac et le gouvernement, il s'en sert déjà pour attaquer les travailleurs. Un Hollande peut bien dire « Nous soutenons Chirac sur le plan extérieur mais nous le combattons sur le plan intérieur », il s'agit d'un mensonge de plus.

Au moment où le gouvernement et le patronat mènent aux travailleurs une guerre féroce sur les retraites, la fiscalité, les licenciements, la chasse aux pauvres, on ne peut pas faire de Chirac à la fois un ami et un ennemi. Il n'y a que les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste pour avoir un tel dédoublement de personnalité. On ne peut pas encenser un jour un homme et appeler à le combattre le lendemain. Les travailleurs, les militants de gauche et les militants syndicalistes n'ont pas à participer au consensus autour de Chirac. Ils ont à organiser la lutte contre son gouvernement et sa politique, qui à l'intérieur comme à l'extérieur est de toute façon dirigée contre les intérêts des peuples.

Christian BERNAC

« Rupture de croissance » ?

PAS POUR TOUT LE MONDE

« C'est vrai qu'on a un chômage plus fort, c'est vrai aussi qu'on a un taux d'activité qui est faible, qu'on a des gens trop jeunes qui quittent le travail ». Raffarin a ainsi diagnostiqué la situation, lors d'une visite à Michelin, à Clermont-Ferrand. Et pourquoi cela ? Parce que le pays subit une « rupture de croissance inédite depuis quatre mois ».

Le Premier ministre n'a pas précisé que cette « rupture de croissance » ne concernait pas tout le monde, et en particulier pas du tout les profits de certains patrons comme Michelin, Bouygues, la famille Bettencourt de L'Oréal, les licenciés du groupe LU-Danone, et combien d'autres parmi les trusts français qui, comme Saint-Gobain, affichent en ce moment même des résultats financiers insolents alors que la majorité de la population laborieuse subit de plein fouet les conséquences du chômage et la dégradation des conditions de salaires et de vie.

Car ce n'est pas parce que le chômage croît de façon importante et que l'activité écono-

mique ralentit que les capitalistes ne s'enrichissent pas. Malgré les aides et les subventions que leur verse l'État, les grandes entreprises continuent à désinvestir, à fermer leurs portes, celles de leurs filiales ou de leurs sous-traitants, à délocaliser. Elles suppriment des milliers d'emplois, restructurent, ruinent l'économie de villes et de régions entières, sans pour autant être, elles-mêmes, en « rupture de croissance ».

Raffarin parle aujourd'hui de ralentissement économique, voire de crise, non pas pour prendre des mesures énergiques contre les industriels, les banquiers et les spéculateurs de tout poil, qui déplacent leurs capitaux et décident d'arrêter

telle ou telle production parce qu'elle ne rapporte pas suffisamment. Non. S'il parle de ralentissement économique, s'il s'appuie sur « l'hypothèse de croissance » qui, pour cette année, serait tombée de 3 % à 1,5 % et même à 1,3 %, c'est pour expliquer à la population laborieuse qu'il doit plus que jamais maintenir le cap des réformes engagées, « tenir bon face aux incertitudes » comme il dit. En clair, il explique qu'il va falloir accepter de nouveaux sacrifices et de nouvelles amputations des acquis, avec au premier rang la remise en cause des retraites. Sous prétexte de sauver « l'économie française », en réalité afin de satisfaire les patrons du Medef

et les autres. Les salaires resteront bloqués, les bas salaires seront encouragés, le nombre de fonctionnaires sera réduit, l'intérim et les emplois précaires seront encouragés dans le secteur privé, et surtout la réforme des retraites continuera au rythme fixé par le gouvernement, qui entend bien présenter dès mai prochain au Conseil des ministres un projet bouclé du passage des employés du secteur public de

37 ans et demi de cotisations à 40 ans d'ici à 2008. Et Raffarin escompte bien que ce premier pas sera suivi d'autres, vers un allongement encore plus important et pour l'ensemble des salariés, public et privé, de la durée de cotisation exigée pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

L'économie capitaliste ne va pas aussi bien que les patrons et le gouvernement le souhaiteraient ? Le gouvernement se prépare à en faire encore plus pour les patrons, sous prétexte de redresser la situation ? Aux travailleurs de refuser de faire les frais de cette politique et de se mobiliser pour défendre leurs acquis.

L.P.

Baisses d'impôts

LES PROMESSES S'ENVOLENT

On se souvient que pendant la campagne présidentielle, Chirac, toujours en avance d'une promesse, s'était engagé à réduire de 30 % l'impôt sur le revenu. Le chiffre était tellement gros qu'il avait alors surpris même ses propres partisans. Mais que diable, rien n'était alors trop beau pour attirer l'électeur, surtout l'électeur aisé.

Car la baisse de l'impôt sur le revenu, cela intéresse avant tout ceux qui ont de l'argent. La moitié de la population ne gagne pas suffisamment pour être imposable sur le revenu... ce qui ne l'empêche pas de devoir payer toutes les formes d'impôts indirects, moins visibles mais bien plus injustes.

Toujours est-il que le temps de l'élection est passé, et avec lui celui des promesses. La croissance est absente, le chômage monte, les dépenses de l'État augmentent alors que les recettes stagnent, et le déficit s'accroît. Bref, la semaine passée, Chirac a été bien obligé de laisser entendre ce que tout le

monde savait déjà, à savoir que pour la baisse de l'impôt sur le revenu, ce serait sans doute pour plus tard.

Pour les bourgeois, gros, moyens et même petits, cette mauvaise nouvelle n'en est pas vraiment une, car même en ces temps de morosité, le gouvernement de droite se multiplie en leur faveur, et continue de leur faire par ailleurs tous les cadeaux possibles, payés sur le niveau de vie des travailleurs.

Et bien entendu, Chirac n'a pas manqué d'en profiter pour ressasser une fois de plus sa litanie sur l'État qui coûterait trop cher, sur les nécessaires économies à réaliser sur les services publics, et sur la poursuite de la baisse des charges des entreprises.

Alors, demain, pour reprendre l'expression consacrée, on ne ramera peut-être pas gratis. Mais ce sont bien toujours les mêmes que Chirac a l'intention de tondre.

J. R.

LICENCIEMENTS ET CHÔMAGE EN HAUSSE

2 343 000 chômeurs au minimum soit une augmentation officielle de 5,7 % en une année, 19 000 chômeurs de plus pour le seul mois de février, selon les statistiques officielles. Au bas mot, c'est 9,2 % de la population active qui est frappée par le chômage. Nul n'est épargné, toutes les tranches d'âge sont frappées dans des proportions voisines. Le chômage augmente de 8,9 % pour les jeunes de moins de 25 ans, de 9,3 % pour les hommes âgés de 25 à 50 ans et de 6,1 % pour ceux de plus de 50 ans. L'augmentation est moindre pour les femmes mais elles avaient, si l'on peut dire, de l'avance puisque la proportion des femmes condamnées au chômage est régulièrement supérieure à celle des hommes.

Ces chiffres ne sont pas surprenants, depuis des mois les annonces de plans sociaux prévoyant des licenciements économiques tombent en cascade. Certains même anticipent sur leur calendrier, LU-Danone par exemple a fermé ses usines de Calais et de Ris-Orangis le 28 mars, quinze mois avant la date initialement prévue.

Le gouvernement laisse faire et ne trouve rien à redire : pour Chirac et Raffarin une entreprise peut bien faire des profits juteux, avoir engrangé des bénéfices



Danone-LU à Ris-Orangis ferme ses portes un an plus tôt que prévu.

pendant des dizaines d'années et assurer l'aisance de ses actionnaires, pour maintenant mettre la clé sous la porte et licencier sans crier gare : c'est la loi de la libre entreprise. La seule mesure envisagée ne vise pas à réfréner la rage licenciée du patronat mais à lui faire cadeau de 300 millions d'euros, prétendument pour l'aider à créer 100 000 emplois au cours de l'année. Le patronat n'a guère plus à craindre de la gauche parlementaire : selon François Hollande il suffirait de ne pas « abandonner toute politique volontariste de création d'emplois », en clair il faudrait encore augmenter les subventions au patronat et lui laisser les mains libres pour licencier. Ce point de vue est partagé au fond

par Bernard Thibault qui, lors du dernier congrès national de la CGT, s'est opposé à toute interdiction des licenciements collectifs.

Cette remontée du chômage ne pourra que reproduire des conséquences que tous connaissent bien : le développement de la précarité, de la pauvreté et de la misère, la baisse des salaires réels pour ceux qui ont un emploi et la dégradation de leurs conditions de travail, la vie plus dure pour tous. Une politique scandaleuse et absurde à laquelle il est urgent de mettre fin.

Alain VALLER

En vente en librairie

La véritable histoire de Lutte Ouvrière

Par Robert Barcia, alias Hardy

Entretiens avec Christophe Bourseiller

Editions Denoël
Impacts
prix : 17 euros



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

RETRAITES, SÉCU... LE COMBAT CONTINUE !

Les grèves et manifestations du 3 avril ne sont sans doute qu'une étape, et pas la dernière, dans la lutte pour la défense du système des retraites. Au moment où nous écrivons nous ne savons d'ailleurs pas encore quelle a été l'ampleur de cette nouvelle journée d'action. Ce qui est sûr, c'est que tout aura été tenté au niveau gouvernemental pour opposer secteur public et secteur privé et faire avancer l'idée de la nécessité de procéder à la prétendue réforme – c'est-à-dire à l'allongement de la durée de cotisation et à la baisse des pensions pour tous –; du côté des grandes centrales syndicales, loin s'en faut en revanche que tout ait été mis en œuvre pour faire capoter les projets gouvernementaux.

C'est évident pour la CFDT, CFTC et CGC, qui avaient invoqué la nécessité d'attendre les précisions du gouvernement pour refuser de s'associer à l'appel du 3 avril. Comme si les objectifs de Chirac-Raffarin n'étaient pas parfaitement connus depuis le début ! Comme si tous les gouvernements précédents n'en avaient pas déjà rêvé tout haut avant même de passer à l'acte... en dehors de Juppé qui s'y est cassé les dents en 1995 ! Comme si la droite et la gauche n'avaient pas tout au long de leur dernière campagne électorale annoncé leur ardent désir de remettre ça !

Le choix de ne pas s'opposer résolument aux projets de Chirac-Raffarin, est certes moins apparent pour les confédérations CGT, FO, FSU, UNSA, qui sont à l'origine de cette journée de grèves et de manifestations. En particulier pour les dirigeants de la CGT, lesquels savent cultiver les ambiguïtés et en ont encore donné la preuve lors du dernier congrès de leur organisation.

Ainsi la motion ayant récolté à Montpellier le plus fort pourcentage de voix (95 %), a été celle sur les retraites, appelant à la mobilisation le 3 avril. Résultat pour le moins étonnant, vu les contestations qui s'étaient exprimées lors de la préparation et même à la tribune du congrès. Sauf à constater que chacun peut lire dans cette motion ce qu'il a envie d'y trouver :

« Avec demain 50 % de retraités en plus, il faut, pour garantir un haut niveau de retraites assurer la solidité financière du système. Cela exige une autre politique de l'emploi et des salaires (...) Le droit effectif à la retraite à 60 ans est pour les salariés le repère collectif fondamental. Les décrets Balladur (...) sont incompatibles avec ce droit. Le seul retour de tous les salariés à 37,5 années de cotisation ne peut suffire à garantir ce droit à la retraite à 60 ans. » La presse dans sa quasi-unanimité n'a pas manqué d'interpréter cette dernière phrase comme l'abandon des 37,5 ans pour tous et l'acceptation d'un alignement public/privé. Ce qui n'empêche pas des syndicalistes d'approuver le texte, de le défendre – et pour certains n'en doutons pas en toute bonne foi – en considérant que l'exigence de la CGT n'est en rien un recul, qu'elle va même au-delà du système actuel avec pour but d'assurer un bon niveau de retraite pour

les générations à venir, celles qui ne réussiront pas à atteindre 37,5 ans de cotisation.

« Toutes les retraites doivent au moins être égales à 75 % des meilleures rémunérations d'activité, et indexées sur les salaires » peut-on encore lire dans la motion. « Il faut assurer l'égalité en s'attaquant aux disparités entre salariés. (...) Il faut qu'à une même cotisation corresponde une retraite de niveau comparable. La base de 37,5 ans doit continuer à prévaloir. (...) les salariés ayant accompli des carrières longues doivent pouvoir partir avant 60 ans ; ceux qui exercent des travaux pénibles doivent pouvoir le faire à 55 ans. » Ceux du secteur public couverts jusque-là par des régimes spéciaux, ou ceux qui en sont encore à 37,5 annuités de cotisation seront-ils rassurés par de telles formulations ? Pas vraiment certain...

Et surtout que valent de telles affirmations quand chacun peut entendre dans le même temps de la bouche des dirigeants de la CGT, leur volonté de s'appuyer sur la déclaration commune des sept confédérations syndicales ayant servi d'appel à la manifestation du 1^{er} février, laquelle est encore moins exigeante et s'aligne pratiquement sur les positions de la CFDT ?

Tous les dirigeants syndicaux proclament leur volonté de négocier, sur les retraites comme sur les autres projets remettant en cause la protection sociale. Leur « ambition » est de se poser vis-à-vis gouvernement et des patrons en partenaires responsables. Et vis-à-vis des travailleurs, elle ne va pas au-delà de leur laisser croire que sans leur habileté à marchander, cela aurait pu être pire. Mais faire vraiment barrage au gouvernement, non ils ne le veulent pas. Aussi peuvent-ils comme le 1^{er} février ou le 3 avril orchestrer de temps à autres des journées d'action, mais ils ne cherchent pas à organiser une véritable lutte d'ensemble.

À la base des syndicats et pour nombre de travailleurs du rang en revanche, la volonté d'empêcher cette prétendue réforme existe et s'exprime. On le constate aussi dans les défilés où figurent en bonne position les « 37 ans et demi pour tous », en dépit de toutes les déclarations – communes ou pas – des dirigeants confédéraux. Une certaine pression s'exerce de fait sur les sommets des appareils syndicaux et peut les faire momentanément changer de langage ou même les amener à engager d'autres actions dans les mois à venir. Mais pour préparer un véritable mouvement d'ensemble obligeant le gouvernement à remballer ses projets, comme Juppé en 95, il faudrait encore que ces militants de base et ces ouvriers combattifs cherchent à construire des liens entre eux pour mettre sur pied les moyens de coordonner leurs efforts.

L'extrême-gauche peut et doit contribuer à cette tâche.

Louis GUILBERT

Convergences Révolutionnaires n° 26 (mars-avril 2003), bimestriel édité par la Fraction

- Un dossier sur les États-Unis en guerre contre l'Irak, contre les peuples, contre leur peuple.
- Des articles : la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient et en Côte-d'Ivoire ; les enjeux du congrès CGT ; la recrudescence du chômage ; les suppressions d'emplois à la SNCF, dans l'Éducation nationale et à Arcelor.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233 – 75865 Paris Cedex 18 ou
Les Amis de convergences, BP 128 – 75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

La guerre en Irak

LA SALE GUERRE DE BUSH POUR LA MAINMISE SUR LE MOYEN-ORIENT

Deux semaines après le déclenchement de l'offensive anglo-américaine en Irak, les dirigeants américains annoncent une guerre « plus longue que prévue ». Leur armée n'a pas été accueillie en libératrice, les combats avec l'armée irakienne font rage et, pour progresser, les soldats américains en sont réduits à contourner les villes, c'est-à-dire à occuper essentiellement les parties désertiques du pays.

Parallèlement, la population et en particulier celle de Bagdad subit des bombardements de plus en plus violents et massifs censés préparer la conquête des villes. Des missiles tombent sur des marchés, faisant d'un seul coup des dizaines de victimes hommes, femmes, enfants, vieillards. Les soldats américains tirent sur des véhicules et en tuent tous les occupants, puis disent qu'ils ont craint une attaque-suicide. Les porte-parole de l'armée américaine ne prétendent même plus qu'elle épargne les civils, disant tranquillement que c'est bien dommage, mais qu'on ne peut faire la guerre sans en tuer.

Voilà donc les premiers résultats de l'aventure militaire dans laquelle s'est lancée l'armée de la première puissance du monde. Cette expédition qui prétendait « libérer » les Irakiens est en train de détruire un pays déjà affaibli par des années de privations dues à l'embargo et de causer des souffrances sans nombre à sa population, prise dans l'enfer des bombardements, privée d'eau, d'électricité, de soins, prise en tenailles entre l'occupation étrangère et le régime de Saddam Hussein.

Les soldats américains eux-mêmes, en général des jeunes recrues auxquelles on avait promis une promenade militaire, font connaissance avec la guerre et son cortège d'horreurs et doivent maintenant s'attendre à des mois de combats, de stations prolongées dans le désert, dans les tempêtes de sable et dans la chaleur, parfois dans l'attente d'un ravitaillement qui n'arrive pas. Et aux États-Unis, Bush et son gouverne-

ment demandent des sacrifices à la population américaine, en commençant par d'énormes dépenses militaires.

Oui, cette guerre, ce sont les peuples qui la payent, en premier lieu le peuple irakien. Mais les populations américaine et britannique la payeront aussi, et même celles des pays non directement engagés dans le conflit. Bush et ses compères n'en affichent pas moins leur satisfaction. D'après eux, les choses vont comme elles devaient aller : ils ont déjà attribué les marchés de l'après-guerre à un certain nombre de grandes entreprises, souvent dirigées par leurs amis. Les promesses de profits sont bonnes, que ce soit du côté des ventes d'armes, du côté des concessions de pétrole irakien que ces sociétés vont s'approprier, ou du côté de la reconstruction ; une reconstruction qui ne sera pas celle de maisons pour les civils mais de ports, de pipe-lines ou de sièges de banques qui serviront à engranger les bénéfices que l'on extorquera au peuple irakien.

Quelles que soient les promesses d'apporter « la démocratie, la prospérité » au peuple irakien, faites par Bush sans même avoir l'air d'y croire, cette guerre est une agression inqualifiable contre un peuple préalablement affamé, désarmé ; tout cela sous prétexte de débarrasser le pays d'une dictature qui s'est mise en place et consolidée avec l'aide de ces mêmes gouvernements et trusts occidentaux, et à laquelle ils ne voyaient aucun inconvénient tant qu'elle s'alignait sur leur politique.

Quant aux véritables buts de cette agression, c'est tout simplement d'assujettir l'Irak, et en fait tout le Moyen-Orient, aux intérêts des trusts occidentaux, pétroliers en premier lieu. La « guerre préventive » dont se réclament Bush, Rumsfeld et

MANIFESTONS CONTRE LA GUERRE !

Lutte Ouvrière appelle à participer à toutes les manifestations qui seront décidées pour s'opposer à la sale guerre déclenchée par les États-Unis en Irak.

Après les manifestations du 29 mars, de nouvelles manifestations sont envisagées pour le samedi 12 avril, sur lesquelles nous donnerons toutes précisions dans notre prochain numéro.



Soldats américains blessés, soignés dans un hôpital militaire en Allemagne.

La guerre en Irak



Un paysan devant les ruines de sa maison. Une cible militaire ?

consorts, vise à garantir la stabilité de ce contrôle des richesses de la région pour les années à venir.

Cette entreprise passe par un contrôle direct de l'Irak par une administration américaine, éventuellement avec la caution de l'ONU. Celle-ci viendrait ainsi après coup légitimer la guerre, à supposer que celle-ci se termine effectivement par la chute du régime de Saddam Hussein. Ce ne serait même pas pour autant la fin de la dictature car la ou les puissances occupantes chercheraient des appuis auprès d'une partie des forces armées, de la police, des généraux qui sont aujourd'hui encore l'armature du pouvoir, de son pouvoir. Un véritable régime colonial, relayé si possible par des chefs de guerre locaux, voilà ce que l'intervention américaine prépare en Irak.

Sans doute, malgré toute la puissance de feu américaine, celle-ci n'a pas encore gagné. Et surtout, le déroulement de la guerre laisse présager ce que sera le régime futur de l'Irak et de quelle haine il sera entouré, aussi bien au sein de la population du pays que dans l'ensemble des pays arabes. Un Irak conquis par l'armée américaine ne sera pas sûr, et pendant longtemps, pour les occupants : attentats, attentats-suicide, révoltes, rebellions de factions

militaires risquent de se multiplier. Une fois encore, la « guerre contre le terrorisme » que prétendent mener Bush et consorts risque surtout de nourrir ce terrorisme en exacerbant la haine à l'égard de leur armée et de leurs trusts.

La véritable cause de l'instabilité du Moyen-Orient est bien là d'ailleurs : dans cet appétit des trusts occidentaux pour les richesses de la région, dans la façon dont ils l'ont morcelée entre régimes féodaux et dictatures militaires rivales, attisant les divisions ethniques et les conflits locaux propres à garantir l'exploitation de la région et la mise en coupe réglée de ses richesses par l'impérialisme, au détriment de la vie des peuples.

Alors la guerre dans laquelle les dirigeants américains se sont engagés n'est pas près de finir, et promet malheureusement encore bien des souffrances, bien des morts et des conflits sanglants et bien des drames, y compris d'ailleurs pour la population américaine. Et cette guerre confirme de façon tragique combien il est urgent de débarrasser la planète du système de domination impérialiste, un système basé sur l'exploitation et finalement sur la guerre et le sang des peuples.

André FRYS

Grande-Bretagne

LES ACROBATIES DE BLAIR

Les spéculations vont bon train : Blair serait-il en train de tenter de s'extirper de son tête-à-tête avec Bush en se raccommoquant avec l'ONU et l'Union Européenne, et plus particulièrement avec les gouvernements français et allemands ? C'est ce que les commentateurs ont cru comprendre lorsque, à l'issue du sommet de Camp David, Blair a appelé l'ONU à reprendre en mains le plus vite possible la supervision des « opérations civiles » en Irak – déclaration qui a, paraît-il, jeté un froid à la Maison-Blanche.

Il faut dire que si Blair affiche le plus total mépris pour les manifestations contre la guerre qui se poursuivent en Grande-Bretagne, il se montre beaucoup plus sensible aux pressions du patronat britannique. Or la publication des plans de l'administration Bush concernant les opérations de reconstruction en Irak a soulevé un beau tollé dans les rangs du CBI, l'organisation patronale britannique. En plus de nommer pour diriger ces opérations un général américain à la retraite, par ailleurs PDG de la société chargée de la maintenance des missiles Patriot, ces plans prévoient explicitement que seuls les trusts américains pourront être maîtres d'œuvre des futurs contrats de reconstruction.

Voilà donc les groupes britanniques, qui piaffaient déjà d'impatience à l'idée des bonnes affaires qu'ils allaient réaliser, réduits à se contenter au mieux des contrats de sous-traitance que leurs rivaux américains voudront bien leur laisser. Comble

d'humiliation, la remise en état du port d'Oum Qasr, que l'état-major britannique se vante si fort d'avoir pris sans aide américaine, a été attribué au groupe américain Stevedoring of America. Du coup, une partie du patronat britannique commence à s'impatienter en accusant Blair de faiblesse face à Bush.

Autre motif de contestation des milieux d'affaires britanniques, le passage à l'euro. Car si la bourgeoisie britannique est divisée sur ce point, la plupart des grands groupes financiers et industriels réclament depuis longtemps à cor et à cri l'intégration de la Grande-Bretagne dans la zone euro. Or ces groupes craignent que l'alliance avec Bush dans cette guerre ne fasse capoter le référendum sur l'euro qui était prévu avant la fin de l'année, en renforçant le camp anti-européen. Et ils le craignent d'autant plus que la chute récente de la livre permettrait son entrée dans la zone euro à un taux qui serait favorable aux exportateurs britanniques, situation qui ne durera pas forcément éternellement.

Bref, entre un Bush peu reconnaissant pour son soutien inconditionnel, un patronat britannique amèrement déçu dans ses espoirs de profits, des trusts qui veulent voir le problème de l'euro résolu au plus vite, sans parler de la population britannique qui reste majoritairement opposée à la guerre et à qui il faut expliquer pourquoi la majorité des soldats tués jusqu'à présent l'ont été par des tirs américains ou anglais, Blair n'est pas tiré d'affaire. Et il aura sans doute de plus en plus de mal à justifier, devant l'opinion, la sale guerre dans laquelle il s'est lancé.

F.R.

Reprise du programme « pétrole contre nourriture »

L'ONU SE CHERCHE UNE BONNE CONSCIENCE

Le 28 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité une résolution, présentée conjointement par l'Allemagne et la France, qui permet la reprise en Irak du programme dit humanitaire « Pétrole contre nourriture ».

Ce programme, mis en place en 1996 et suspendu à la veille de l'intervention militaire américaine, avait en principe pour objectif d'alléger les conséquences de l'embargo appliqué après la guerre du Golfe aux échanges commerciaux de l'Irak. Il lui permettait d'exporter une quantité limitée de pétrole et d'importer en échange un certain nombre de produits comme des médicaments ou des produits alimentaires, mais aussi des pièces de rechange pour l'industrie pétrolière ou

du matériel de construction, le tout sous le contrôle étroit des experts de l'ONU.

En fait de programme humanitaire, il s'agissait surtout de contrôler l'utilisation faite par le gouvernement irakien de ses ressources pétrolières, et plus particulièrement l'empêcher d'acheter des armes... L'ONU ne se contentait d'ailleurs pas de définir quel produit l'Irak pouvait ou pas importer, elle s'attribuait, en lieu et place du gouvernement irakien, la gestion des fonds dégagés par ces exportations de pétrole. Ces ressources n'étaient d'ailleurs pas affectées en totalité à des achats de première nécessité pour la population irakienne, puisqu'au passage l'ONU prélevait 2,2 % pour ses frais de gestion, 0,8 % pour l'entretien des inspecteurs en désarmement et 25 % au titre des dommages de guerre

attribués au Koweït.

Il n'empêche que dans ce pays, déjà dévasté par la guerre de 1991 et onze ans d'embargo, le volet alimentaire de ce programme contribuait à la survie de 60 % de la population irakienne. Or, pas une voix ne s'opposa au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, contre la décision de suspendre ce programme, lorsque Bush décida de l'intervention anglo-américaine. C'est dire que les préoccupations humanitaires qu'affichent aujourd'hui Chirac et ses compères sont à géométrie variable.

En fait, en décidant de le réactiver, l'ONU et les représentants des grandes puissances essaient surtout de redorer leur image... à peu de frais. Car comme l'a déclaré le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, la reprise effective du programme « pétrole contre

nourriture » « dépend à l'évidence de la situation militaire, qui nous dicte à quel rythme nous pouvons revenir ». Autant dire que les populations risquent d'attendre encore longtemps l'aide humanitaire annoncée.

Quant à l'utilisation des fonds, elle échappera encore plus au gouvernement irakien, puisque la résolution attribue au seul représentant de l'ONU le soin de fixer les priorités.

Ainsi, après avoir laissé les mains libres à Bush, Blair et compagnie pour mettre une nouvelle fois l'Irak à feu et à sang après l'avoir désarmé, les dirigeants des grandes puissances voudraient se donner bonne conscience en annonçant la distribution de maigres secours. Quelle hypocrisie !

Roger MEYNIER

La guerre en Irak

RALLONGE BUDGÉTAIRE POUR LA GUERRE

Il n'est plus question de « guerre éclair ». Le président Bush a déclaré que « la guerre prendra le temps qu'il faudra » et en même temps il a demandé au Congrès américain une « rallonge » budgétaire de quelque 75 milliards de dollars, dont 53 milliards sont directement destinés aux opérations militaires. De leur côté, ses alliés britanniques ont ajouté 1,25 milliard de livres au 1,75 milliard initialement prévu pour les opérations militaires.

Car, si l'armée américaine piétine, elle n'en continue pas moins à consommer. Il faut en effet la nourrir, la soigner, l'approvisionner en munitions et en carburant. Ce dernier poste est, paraît-il, impressionnant. Selon le *New York Times*, 57 millions de litres de carburants sont consom-

més chaque jour par l'ensemble du corps américain engagé dans le conflit. Il est vrai que la marine américaine a engagé plus de la moitié de ses bâtiments de guerre et plus de quatre mille de ses avions !

Mais il y a aussi un autre poste coûteux dans cette guerre : les salaires. En effet, lorsque les militaires américains partent en opération extérieure, ils peuvent doubler, et parfois tripler leur solde, grâce aux primes de risques.

Qui va payer le surcoût de la guerre ?

Bien sûr, les États-Unis espèrent, à terme, mettre la main sur le pactole du pétrole irakien et de cette façon se rembourser de ce qu'ils auront dépensé dans cette guerre. On pouvait lire dans un article du Wall Street Journal



Les blindés monstrueux (ici un Challenger britannique) engoulissent des milliers de litres de carburant, et la guerre des milliards de dollars.

qu'une guerre courte coûterait 141 milliards de dollars mais qu'une guerre longue pourrait se chiffrer à 1 240 milliards de dollars (à titre indicatif, le coût global pour l'économie mondiale de la précédente guerre du Golfe a été évalué à 800 milliards de dollars). Mais en attendant, les dirigeants américains tailleront dans les budgets sociaux ou les dépenses d'infrastructure.

La guerre tue ceux qui, comme le peuple irakien, reçoivent les bombes que leur lancent les bombardiers américains. Mais, elle risque aussi d'être payée chèrement par le peuple américain lui-même.

J. F.

L'arme dans une main, la Bible dans l'autre

réerves en raison des risques pour la sécurité nationale ! On a beau être faucon, on est moins regardant sur la sacro-sainte sécurité nationale dès qu'il y a beaucoup d'argent à la clé.

Perle n'est cependant qu'un demi-disgrâce. Ancien secrétaire à la Défense de Ronald Reagan, il a en fait servi de fusible pour préserver l'actuel secrétaire d'État à la Défense Rumsfeld, qui a déjà pas mal de souci avec une guerre qui ne se déroule pas exactement selon ses prévisions. Rumsfeld a demandé à Perle de rester dans l'organisme dont il vient de perdre la présidence.

Car Perle est aussi à la tête d'une société, Tirreme Partners LP, dont l'activité touche à la sécurité intérieure et à la défense. Sa situation de conseiller du Pentagone lui a servi pour faire affaire avec des hommes d'affaires saoudiens. Ce « faucon » était d'autant plus partisan de la guerre en Irak qu'il en tirait un intérêt personnel. Mais on lui reproche moins cela que d'avoir aussi été embauché comme intermédiaire auprès du Pentagone pour le compte d'un opérateur de fibre optique en faillite, Global Crossing. Il aurait reçu à ce titre 125 000 dollars, avec une promesse de toucher 600 000 dollars de plus, à condition d'aider à la revente de cette entreprise à un acquéreur, milliardaire de Hongkong. Une revente sur laquelle d'ailleurs le département de la Défense et la CIA avaient les plus grandes

Jacques FONTENOY

M. R.

Au sommaire de Lutte de Classe n° 71 (mars 2003)
Irak : Contre la guerre impérialiste - Contre l'union nationale derrière Chirac

France : Les nouvelles lois électorales : dans la continuité d'une vieille tradition

Haïti : Luttes de clans sur fond de misère croissante

Corée du Nord : Otage de la politique de grande puissance de Washington

États-Unis : United Airlines demande au tribunal de commerce de l'aider à imposer ses quatre volontés à son personnel

Tribune de la minorité : Le front social

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

LES RETRAITES

FAIRE FACE À L'ATTAQUE QUI SE PRÉPARE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

L'IRAK

ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

Prix : 1,50 euro par brochure.
Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

Reconstruction

Les contrats de l'après-guerre en Irak sont déjà pratiquement octroyés, pour l'essentiel, aux entreprises américaines.

International Resource Group, dont le siège se trouve à Washington, a obtenu un contrat de 7 millions de dollars pour coordonner l'aide humanitaire et remettre en l'état les infrastructures essentielles.

L'entreprise américaine SSA (Stevedoring Services of America, basée à Seattle) a obtenu la première étape de la reconstruction d'Oum Qasr, seul port irakien en eau profonde.

Une filiale du groupe Halliburton a obtenu le marché de l'extinction et de la remise en marche des puits de pétrole. La valeur du contrat n'est pas connue mais l'administration américaine a demandé un budget d'un demi-milliard de dollars pour réparer les installations pétrolières irakiennes.

La même entreprise avait obtenu un contrat identique au Koweït en 1991. Ce n'est pas



pour rien qu'Halliburton est le premier groupe mondial de services pétroliers.

Dans les jours qui viennent, d'autres entreprises américaines vont se partager un marché de 900 millions de dollars destinés à reconstruire des ponts, réparer des autoroutes, des aéroports, des bâtiments publics. Au total cette première étape de la reconstruction est évaluée à près de deux milliards de dollars (l'aide humanitaire s'y ajoute). Les entreprises américaines gardent la possibilité de faire appel à des sous-traitants, ce qui devrait permettre de récompenser quelques entreprises britanniques.

Cependant la reconstruction

La guerre en Irak

L'embargo UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE QUE LA FRANCE N'A JAMAIS CONDAMNÉE

Contrairement à la guerre du Golfe de 1991, la France ne participe pas aux opérations militaires contre l'Irak. Mais, après les réserves avancées par Chirac avant le début de la guerre, qui ne remettait pas en cause les affirmations de Bush sur le nécessité de mettre fin à la dictature de Saddam Hussein, le gouvernement français se maintient depuis dans un silence prudent. Il ne profère pas de véritable critique vis-à-vis de l'agression anglo-américaine, marquant en fait sa solidarité avec le gouvernement américain, et reconnaissant ainsi le droit des pays impérialistes d'intervenir dans toute partie du globe pour y imposer leur ordre.

habitant les Émirats Arabes Unis et cité par *Les Echos* du 20 mars. Et ce même sentiment serait partagé en Égypte et en Jordanie où on noterait, paraît-il, un courant de sympathie pour les firmes françaises.

Mais même si Chirac se donne à bon compte une figure d'opposant à la guerre qui se mène actuellement, il n'a jamais remis en cause la participation française à la guerre de 1991, menée sous un gouvernement socialiste, pas plus que celle menée depuis douze ans contre la population irakienne au travers de l'embargo qui, tout en laissant le dictateur en place, a fait au moins un million et demi de victimes parmi les plus démunis et les plus vulnérables des Irakiens, en particulier les enfants.

UN PAYS RAMENÉ DES ANNÉES EN ARRIÈRE

Cet embargo a été instauré dès l'été 1990, pour punir Saddam Hussein d'avoir envahi le Koweït. À l'époque, la France, dirigée par le Parti Socialiste, avait voté sans état d'âme la résolution de l'ONU dictée par le gouvernement américain. Et depuis cette date, quels qu'aient été les gouvernements, ceux-ci ont accordé leur soutien aux exigences américaines.

Le but proclamé était d'empêcher l'Irak de reconstituer son armement. Dans les faits, en empêchant toute reconstruction des infrastructures détruites par la guerre, les sanctions ont eu un effet dévastateur dirigé avant tout contre la population. Alors qu'en

1990 les Irakiens avaient un revenu moyen et un programme de santé parmi les plus élevés et les meilleurs de la région, un taux d'analphabétisme relativement bas ; la destruction des centrales électriques, des usines d'assainissement de l'eau, des voies de communication ont plongé le pays dans un « âge pré-industriel », comme s'en vantait un dirigeant américain.

Les soins ne peuvent plus être assurés correctement, faute de médicaments, ou du fait de coupures d'électricité dramatiques dans les hôpitaux ; l'accès à l'eau potable étant deux fois moindre que ce qu'il était en 1990 dans les villes (mais seulement 30 % inférieur dans les campagnes), des épidémies de typhoïde, de charbon et de diarrhée dues aux eaux contaminées ont causé la mort de dizaines de milliers d'Irakiens, d'autant que les traitements pour ces maladies facilement guérissables n'existent plus. L'Irak importait auparavant la majeure partie de sa nourriture, en échange du pétrole. L'arrêt des échanges commerciaux a amené un manque de nourriture qui a frappé en premier les plus pauvres des Irakiens, qui n'avaient rien à revendre pour se procurer les aliments de base dont les prix ont grimpé à cause de la spéculation occasionnée par l'insuffisance des produits. Et les problèmes de stockage et d'acheminement de la nourriture dus au manque d'infrastructures ont aggravé encore la situation, tout comme l'inflation qui aussi a plongé dans

la misère une grande partie de la population. Un dollar s'échangeait contre trois dinars en 1990, il y a peu encore il en fallait 2000.

LA POPULATION IRAKIENNE, PREMIÈRE VICTIME

Les sanctions ont été prétendument assouplies en 1995, par le programme « pétrole contre nourriture », mais cela ne s'est traduit que par une très faible amélioration du sort des Irakiens. Le gouvernement irakien n'a en fait jamais pu disposer librement des revenus de la vente du pétrole. Ceux-ci ont été placés sur un compte bloqué à New York, et c'est le gouvernement américain qui décidait quels produits pouvaient être importés en Irak. De plus, un tiers de ces revenus devait servir à payer des réparations au riche Koweït pour l'invasion d'août 1990. Et lorsque l'on sait que la vente de pétrole irakien devait aussi payer les salaires des membres des Nations unies, ainsi que toutes les autres dépenses de cette institution, rien d'étonnant de savoir que l'Irak ne percevait finalement que 20 % du prix de vente de son pétrole. Selon Hans von Sponeck (ancien coordinateur des Nations unies qui a démissionné de son poste pour protester contre l'hypocrisie de ce programme), en 2002, « la valeur totale de toutes les fournitures en alimentation, médicaments, éducation, hygiène, agriculture et infrastructure parvenues en Irak se montait à 175 dollars par habitant et par an, soit moins de 49 cents par jour ».

Le salaire des inspecteurs de

l'Uncom et des membres du comité des sanctions avoisine, lui, 100 000 dollars par an.

Le second « assouplissement » à l'embargo, défini par la résolution 1284 de l'ONU de décembre 1999, est tout aussi hypocrite. Il assouplit certes les conditions d'importation de certains articles de première nécessité, mais dans le même temps, il allonge la liste des articles « à double usage », c'est-à-dire qui pourraient permettre à l'Irak de fabriquer des armes. En font partie les machines agricoles, les pompes à eau, le matériel de lutte contre l'incendie... ainsi que le détergent, les crayons à papier, et les brouettes ! De même que les camions réfrigérés, indispensables pour transporter les médicaments dans un pays où la température peut dépasser les 40°. La France s'était abstenue lors du vote de cette résolution, abstention sans conséquence.

Alors, si le gouvernement français fait mine aujourd'hui de prendre ses distances vis-à-vis de la politique américaine, depuis douze ans, la gauche comme la droite se sont fait les complices de cette véritable guerre menée sans relâche contre la population irakienne, au travers d'attaques aériennes qui n'ont jamais cessé, mais aussi au travers des sanctions économiques qui ont jeté un peuple dans la misère, l'ont privé de nourriture et d'accès aux soins.

Marianne LAMIRAL

LA PEAU DE L'OURS DÉJÀ PARTAGÉE

gramme « pétrole contre nourriture » pour installer un réseau de téléphonie fixe.

Le Medef doit à nouveau réunir ses adhérents pour envisager ce que la reconstruction de l'Irak pourra laisser aux chefs d'entreprise d'ici. Les dirigeants de Total-FinaElf aimeraient, par exemple, préserver leur présence en Irak. Leur (mince) espoir de faire de bonnes affaires serait que les États-Unis abandonnent à l'ONU le contrôle de la reconstruction.

Le gouvernement français, toujours attentif au sort des possédants, n'est pas indifférent aux inquiétudes des patrons français qui voient le marché irakien leur échapper. Le ministre de l'Économie et des Finances, Francis Mer, prépare lui aussi l'après-guerre. Ses services s'activent à mettre au point une « boîte à outils », dit la presse, qui sera prête pour le jour où la guerre sera terminée. On en tremble déjà outre-Atlantique.

J.F.



Dans le sud de l'Irak, les soldats américains ont déjà trouvé un nom pour une des bases aériennes.

L'extrême gauche
accusée
d'antisémitisme

UNE CAMPAGNE CALOMNIEUSE

L'idée que l'extrême gauche, et même la gauche, seraient aujourd'hui porteuses d'un nouvel antisémitisme, ne cesse d'être colportée par tous ceux qui ne supportent pas la moindre critique formulée à l'égard du gouvernement israélien et la confondent volontiers avec une manifestation anti-juive. Ainsi, il y a quelques temps, Roger Cukierman, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) s'en était violemment pris à l'extrême gauche l'accusant de collusion avec l'extrême droite. Son alliance « rouge-vert-brun » avait alors fait scandale et en avait révolté plus d'un.

L'insulte et la diffamation sont un procédé très courant chez les supporters de la politique israélienne. Nombreux sont ceux qui, osant critiquer le gouvernement israélien, en ont été les victimes et ont été accusés d'antisémitisme. Ainsi, le MRAP a été accusé d'héberger des antisémites dans ses rangs, lors de plusieurs manifestations. Daniel Mermet, journaliste à France Inter, a lui aussi été mis à l'index pour avoir donné la parole à des auditeurs « pro-palestiniens ». Le maire de Seclin, dans le Nord, a subi un sort identique pour avoir appelé au boycott des produits israéliens, etc.

Un incident qui a eu lieu en marge de la manifestation contre la guerre en Irak, le samedi 22 mars à Paris, où des membres du mouvement sioniste Hachomer Hatzair ont été agressés par des manifestants sortis du cortège, a relancé la polémique. Et même si tous les faits ne sont pas encore connus, (certains faisant même état d'une provocation de la part du Betar, un mouvement sioniste d'extrême droite) cela n'a pas empêché les sionistes de considérer qu'il y avait là un « *déchaînement antisémite* », cherchant par là à jeter l'opprobre sur toute la manifestation.

La CAPJPO (Coordination des Appels pour une Paix Juste au Proche-Orient) a été accusée d'être mêlée à ces incidents, ce qui est absurde, calomniateur et injurieux. Cette association comprend un grand nombre de Juifs, dont certains ont été victimes ou sont les enfants de victimes du nazisme. Les traiter d'antisémites est proprement aberrant, à moins de penser que l'hostilité que la CAPJPO affiche à l'encontre de la politique de Sharon suffit à la considérer comme antisémite.

Il est vrai que dans les manifestations contre l'agression anglo-américaine en Irak, des manifestants associent la guerre en Irak et le conflit israélo-

palestinien, et il est vrai que les deux sont très liés. Des militants pro-israéliens ne le supportent pas sans doute, mais ils ne peuvent empêcher d'autres de dire ce qu'ils pensent des agissements du gouvernement israélien, de la discrimination anti-arabe qu'il pratique, et du lien existant entre la politique de Sharon et celle de Bush. Ce n'est pas là faire preuve d'antisémitisme, pas plus que lors de la guerre d'Algérie, dénoncer les agissements des colonialistes français ne signifiait pas accuser tous les Français d'être colonialistes. Aujourd'hui, dénoncer la politique criminelle de Bush ne signifie pas non plus en accuser tous les Américains. C'est la même chose en ce qui concerne Israël : nous ne tirons pas un trait d'égalité entre Sharon et les Israéliens dont beaucoup, dans le pays même, s'opposent courageusement à lui, allant parfois jusqu'à refuser de servir dans l'armée qui occupe les Territoires palestiniens. En Israël comme ailleurs, il faut choisir son camp. Le nôtre n'est pas celui de Sharon.

Lutte Ouvrière a toujours condamné et lutté contre le racisme et l'antisémitisme et contre toute attitude discriminatoire, d'où qu'elles viennent. Lutte Ouvrière n'a jamais confondu le peuple israélien avec l'inadmissible politique de violence anti-arabe dont se sont souvent rendus coupables les gouvernements de l'État d'Israël. Nous condamnons de la même façon les attentats aveugles commis à l'égard de la population israélienne, sans confondre cette politique d'attentats avec la revendication, pleinement justifiée, du peuple palestinien à disposer du libre exercice de ses droits nationaux.

On ne peut pas en dire autant des défenseurs du gouvernement israélien. Rappelons à ce propos que le président du CRIF, Cukierman, s'était pour sa part réjoui, dans le quotidien israélien *Haaretz* du 23 avril 2002, du succès de Le Pen au premier tour de la présidentielle, en y voyant selon ses termes un motif d'espérer que les musulmans de France se tendraient tranquilles.

Être Juif et raciste, cela peut sembler paradoxal mais on en a tous les jours la manifestation dans la politique du gouvernement israélien et d'un certain nombre de ses soutiens vis-à-vis des Arabes. Les Juifs ne sont pas plus que les autres peuples une entité homogène. Parmi eux, et en particulier parmi les Israéliens, il y a des riches et des pauvres, des exploités et des exploités... et aussi des anti-racistes et des racistes.

Leur société

Vénissieux (Rhône)

PERSONNEL DE L'AFPA EN COLÈRE

Le 3 avril, les salariés des AFPA (association à but non lucratif qui a une mission de service public et qui a en charge la formation professionnelle des adultes) devraient aussi descendre dans la rue, pour protester contre les nouvelles mesures du gouvernement Raffarin qui concernent les 11 000 personnes qui y travaillent, mais aussi tous les travailleurs qui peuvent bénéficier de ses formations.

En effet, le gouvernement aurait l'intention, dans le cadre du projet de loi de décentralisation, de se désengager du financement de l'AFPA. Aujourd'hui, l'AFPA vit essentiellement des subventions directes de l'État. Le projet consisterait à créer un budget global pour la formation professionnelle, réparti entre tous les Conseils régionaux, puis entre tous les organismes de formation professionnelle, y compris bien entendu surtout ceux qui font de la formation professionnelle une possibilité de faire des profits. Tous ces organismes seraient mis en concurrence, en recourant à la logique de l'appel d'offres, dans le but de diminuer les subventions.

Le risque est que dans certaines régions, les AFPA ne soient plus financées, que les

régions se spécialisent dans certaines formations au détriment des autres. Or c'était un des avantages de l'AFPA, qui a une mission de service public, d'assurer partout en France, toutes les formations. Chaque centre AFPA serait considéré comme un organisme financièrement autonome, ce qui ne leur donnerait pas tous les moyens pour assurer une grande offre de formations.

Mais, plus concrètement, le gouvernement Raffarin s'en prend directement au budget de cette année : 40 % de réduction pour 2003 ! Il faut dire que déjà sous le gouvernement Jospin, les subventions avaient baissé. D'ores et déjà toutes les embauches externes sont gelées. Les départs en retraite ne sont presque plus remplacés, ce qui implique une baisse des effectifs. De plus, il n'y a plus d'embauche de CDD, et les CDD existants ne sont plus renouvelés. Les restrictions touchent aussi le matériel. Quant à la formation du personnel, elle devient difficile puisque ce budget est réduit lui aussi.

Les stagiaires sont également concernés, car leur hébergement ainsi qu'une grande partie de leurs repas, pris en charge par l'AFPA, risquent

d'être complètement abandonnés.

Lorsqu'une partie de la direction nationale des AFPA est venue s'expliquer à l'AFPA de Vénissieux, elle a déployé toute sa technologie, la réunion était retransmise par visioconférences vers d'autres centres du pays, pour nous convaincre d'un changement nécessaire. Mais face aux questions concrètes que nous lui avons posées, elle n'a pas cessé d'esquiver. Au bout du compte, la seule réponse précise est « *que nous aurions du travail jusqu'en 2004* » ! Le sentiment général est que la direction cache son jeu et qu'elle veut nous diviser pour nous démobiliser.

Si les personnels de l'AFPA de Vénissieux sont inquiets, ils sont aussi en colère. Même dans le milieu ingénieur, traditionnellement moins combatif, on parle de grève.

La grève nationale du 3 avril était donc préparée à l'appel de tous les syndicats. Une montée en cars était prévue pour une manifestation sous les fenêtres de Matignon avec l'espoir que la manifestation soit un succès avec un lendemain, et avec la satisfaction de se retrouver avec d'autres travailleurs, ce jour-là, à battre le pavé parisien.

Mairie de Grenoble

UNE MOBILISATION FRUCTUEUSE

Dans la fonction publique territoriale, à moins d'une lutte qui permettrait d'obtenir des augmentations générales de salaires, la seule possibilité de voir son revenu augmenter passe par les « commissions administratives paritaires » (CAP) annuelles d'avancement de grades et de promotions. Mais ce système désigne peu d'élus chaque année. Et cette année, prétextant que « *les salaires des agents constituent 60 % du budget de fonctionnement* » et qu'ils « *ne peuvent pas aller plus loin* », la municipalité de gauche (avec Michel Destot, son maire socialiste) ne voulait pas accorder plus de promotions que l'an dernier, promettant seulement de faire un effort supplémentaire l'année prochaine. Pourtant, comme l'a rappelé un agent,

elle n'avait pas chipoté pour trouver 9,9 millions d'euros de subventions à verser à Minatec, une entreprise de recherche privée en électronique.

Ceci n'a pas du tout plu à de nombreux agents qui estimaient que leur salaire modeste avait bien besoin d'un coup de pouce. La colère montant au fur et à mesure que les négociations stériles s'éternisaient, la CGT décida d'une journée de grève pour le vendredi 21 mars, jour de la CAP.

Ce mouvement fut très suivi. De nombreux agents restèrent chez eux, et les grévistes se sont retrouvés à 150 à manifester sur le perron de l'Hôtel de Ville, puis à investir la salle de négociations. Là encore la discussion fut serrée, mais en fin de journée, ils avaient obtenu 43 promotions supplémentaires.

Le personnel des ordures ménagères et celui des restaurants scolaires était massivement en grève : cela a probablement pesé sur la décision des élus.

Cette grève a été une grève de solidarité car bien des agents parmi les grévistes n'étaient pas concernés par un avancement cette année. Preuve que le mécontentement général sur les salaires existe.

En tout cas, même si le résultat est modeste et ne satisfait qu'une petite proportion du personnel municipal (qui compte plus de 5 000 personnes), cette action a un peu remonté le moral de tout le monde, tout en confirmant que ce n'est que par la lutte que l'on peut obtenir quelque chose.

Alstom – Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

LES TRAVAILLEURS SOUS-TRAITANTS INDIENS ET GRECS EN LUTTE POUR LE PAIEMENT DE LEURS SALAIRES

Après deux jours et demi de grève et de manifestations (cf. LO n° 1807), les quelque 300 travailleurs indiens de la société AVCO, sous-traitante des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, ont obtenu ce qu'ils revendiquaient : l'alignement de leurs salaires sur ceux des travailleurs roumains de la même société. En récupérant les sommes que leur patron escamotait de leurs salaires particulièrement bas, les travailleurs indiens ont obtenu un bond de leurs revenus de près de 80 %.

Avec un salaire réel qui se situe maintenant au niveau du Smic, ce qui est tout de même la moindre des choses, ils ont donc décidé de reprendre le travail.

Non seulement leur grève est tombée comme un pavé

dans la mare de la mise en eau du *Queen Mary II*, présenté partout comme « le plus beau paquebot du monde », mais en plus leur victoire est nette, évidente et conséquente.

Les 25 travailleurs grecs d'Ippokampos, présents à Saint-Nazaire depuis deux ans comme sous-traitants, qui protestaient depuis plusieurs semaines contre le non-paiement d'une partie de leurs salaires, se sont sentis encouragés par le succès retentissant de la grève des travailleurs indiens. Leur patron leur doit quatre mois de salaires et ne paie plus leur nourriture et leurs logements, les exposant ainsi à des expulsions. Jeudi 20 mars, unanimement, ils ont donc décidé de cesser le travail. Peu nombreux, et craignant que leur lutte passe ina-

perçue dans une entreprise regroupant 13 000 salariés, ils ont contacté la CGT pour faire connaître largement leur mouvement.

Depuis le mardi 25 mars, ils bloquent l'accès principal des Chantiers aux heures de livraison. Ils sont rejoints tous les jours pendant une heure par une trentaine de salariés français d'ITI-CNA, en lutte depuis trois semaines pour des augmentations de salaires.

La lutte des travailleurs grecs, après celle des Indiens, et l'étalage au grand jour des pratiques illégales et désastreuses de certaines entreprises sous-traitantes (orchestrées par Alstom) ont contraint les pouvoirs publics à intervenir. Ils ont réclamé au donneur d'ordres, Alstom-Chantiers de l'Atlantique, « en solidarité



En mars 2003 sur un des quais d'armement des Chantiers de l'Atlantique.

avec son sous-traitant » comme la loi le prévoit, le paiement des salaires dus aux travailleurs d'Ippokampos. Et vendredi 28 mars, une subite pression des Chantiers sur le patron d'Ippokampos a eu pour effet l'annonce par celui-ci qu'il avait trouvé de nouveaux capitaux et qu'il s'engageait à payer les salaires dans la semaine.

Les travailleurs ne sont pas prêts à prendre pour argent comptant cette promesse, qui vient après bien d'autres non

tenues. Leur grève continue donc jusqu'au versement des sommes dues. Et même s'ils n'ont jusqu'à présent entraîné qu'une petite fraction des travailleurs des Chantiers, tous ces mouvements mettent à mal la politique d'Alstom, qui mise sur les différences d'origines, de langues et de niveaux de vie pour attaquer et diviser la classe ouvrière présente sur le site.

Correspondant LO

Renault-Flins (Yvelines)

Élections professionnelles L'AMBIANCE DE L'USINE PÈSE SUR LES RÉSULTATS

Les élections professionnelles viennent de se dérouler à l'usine Renault de Flins. Les résultats montrent une progression du syndicat FO passant de 36,01 % en 2001 à 40,25 % des suffrages exprimés aux élections de délégués du personnel (tous collèges confondus), et de 39,77 % à 46 % aux élections du comité d'établissement. Cette progression des voix s'est faite au détriment de la CGT, qui passe de 37,70 % à 36,23 % en délégués du personnel et surtout de 34,97 % à 31,86 % au comité d'établissement.

La CGT reste cependant la première organisation syndicale au 1^{er} collège en délégués du personnel avec 45,47 % des voix et elle progresse de 1,5 % au 2^e collège.

Mais il faut noter également le recul des autres syndicats comme la CFDT qui, avec une perte de 3 % en DP comme en CE, passe en dessous de la barre des 10 % (9,34 % en délégués du personnel et 8,93 % au CE). La CGC recule également au deuxième collège d'environ 1,5 % en DP et 3 % au

CE. La CFTC reste très marginale avec moins de 3 % des suffrages.

Le syndicat FO, gagnant dans les élections, signe systématiquement tous les accords « gagnants/gagnants » comme dit la direction, des accords dont certains peuvent faire un peu illusion au début, mais qui au bout du compte aggravent sérieusement les conditions de travail et de vie de l'ensemble des travailleurs des usines Renault. FO semble pourtant en bénéficier alors que les syndicats CGC, CFTC et, depuis peu, en tout cas à Flins, la CFDT ont la même politique et pourtant reculent à ces élections.

L'usine Renault de Flins ne cesse de baisser en effectif puisqu'elle est passée de 6 204 salariés à fin 2000 à 5 125 aujourd'hui. C'est même la seule usine Renault à reculer dans de telles proportions. C'est bien sûr un facteur d'inquiétude pour les travailleurs qui se demandent quel sera leur avenir avec l'arrêt plus ou moins proche de la fabrication de la

Twingo. Cette situation pèse sur l'ambiance de l'usine.

Ces résultats sont d'ailleurs à rapprocher des résultats dans un autre établissement Renault, le siège social de Boulogne-Billancourt, où la CGT chute de 8,39 % tandis que la CGC progresse de 7,89 % par rapport à 2000.

En attendant, à Flins la direction n'a aucune hésitation pour tenter d'aggraver les conditions de travail. Le lendemain même des élections, elle annonçait une hausse de la cadence de la ligne Twingo avec l'intention de ne pas ajouter de personnel supplémentaire.

Quelques jours après, dans le secteur montage, des chefs passaient pour prévenir des travailleurs qu'il leur fallait poser des jours de congés personnels pour régulariser les jours de fermeture décidés par la direction pour Noël... 2002. Encore un sujet qui fâche, soi-disant « oublié » à l'époque, et qui réapparaît trois mois après, mais juste au lendemain des élections !

Metaleurop

(Noyelles-Godault – Pas-de-Calais)

Proposition du gouvernement aux licenciés :

UNE PRISON TOUTE NEUVE !

Le sous-ministre chargé des prisons – et en particulier chargé d'apprécier combien de prisons nouvelles il est nécessaire de construire compte tenu du surpeuplement des anciennes – a eu une idée !

Parmi les 830 salariés de Metaleurop de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), licenciés comme des malpropres, nombreux sont ceux qui vont devoir retrouver un emploi. D'autant plus rapidement que leur patron, Glencore, a mis la clé sous la porte en considérant qu'il ne devait plus rien à personne. Le gouvernement Raffarin quant à lui, n'entend pas non plus déboursier un sou pour permettre aux travailleurs licenciés de voir venir. Il disposerait pourtant des moyens de verser aux travailleurs ce que réclament les syndicats, à savoir une prime de 50 000 euros par licencié, puis de les récupérer auprès de ce Glencore que Chirac qualifiait il y a peu de « patron-voyou », ayant des manières de licencier inadmissibles...

Il serait donc tout à fait logique que le gouvernement fasse le nécessaire pour récupérer les som-

mes qu'il aurait avancées aux licenciés, auxquelles il pourrait d'ailleurs ajouter, soit dit en passant, celles nécessaires à la dépollution d'un site ravagé pendant des dizaines d'années par Metaleurop et tous les actionnaires qui se sont engraisés de la production de l'usine et de la sueur de ses ouvriers.

Mais évidemment, l'idée du sous-ministre Bédier n'est pas celle-là. Ce qu'il propose, c'est de donner une priorité d'embauche aux licenciés de Metaleurop dans la prochaine prison construite dans le département. Ainsi, « libérés » de force par leur patron, les ouvriers (et encore, seulement quelques-uns probablement) de Metaleurop devraient vivre enfermés le reste de leur vie comme gardiens de prison. Le gouvernement n'a rien de mieux à leur proposer.

Pendant ce temps-là, le patron licencier et pollueur peut couler des jours tranquilles : il ne risque pas, lui, d'atterrir en prison.

Hôpital La Pitié-Salpêtrière (Paris)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL RÉGRESSENT !

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, comme ailleurs, la politique des gouvernements successifs aboutit à une situation qui se dégrade petit à petit depuis plusieurs années maintenant.

MANQUE DE PERSONNEL

Le nombre insuffisant d'ambulanciers et de véhicules transforme par exemple en véritable expédition un transport à l'intérieur de l'hôpital. Il est courant qu'un malade mette 4 heures ou plus pour faire un aller-retour d'un service à un autre, pour une consultation ou un examen. Souvent, des rendez-vous de scanners, d'IRM ou d'endoscopies, déjà longs à obtenir, sont annulés car l'ambulancier n'a pas pu venir chercher le malade pour l'emmener à l'heure prévue.

Dans le service des Urgences, le service de radiologie doit prendre en charge ceux des étages : l'orthopédie, la néphrologie, l'urologie, la chirurgie digestive... et bien sûr les patients des Urgences, cela seulement avec trois salles de radio quand tous les appareils fonctionnent ! Les manipulateurs radios réalisent quasi quotidiennement 70 radios chacun. Ils doivent aussi faire des radios au lit, à des patients qui auraient pu être accompagnés en radiologie si le nombre d'agents était conséquent dans les services de soins. Les scanners, les IRM sont difficiles à obtenir même quand on est hospitalisé. Aussi les malades peuvent passer leur examen à minuit ou à trois heures du matin. Certaines salles fonctionnent majoritairement avec du personnel intérimaire ou avec le pool de remplacement interne à l'hôpital. Dans quelques endroits, il n'y a même plus d'équipe fixe de garde. Le personnel est différent tous les jours ; tel est le cas en long séjour à la Maison de Cure ou en pneumologie.

Pour pallier le manque de personnel, la direction reçoit chaque mois mille demandes d'intérimaires de la part des responsables de services, pour un effectif paramédical de 5 700 personnes. Le budget intérimaire a triplé ces trois dernières années ; et encore, les cadres imposent changements de planning, week-ends supplémentaires, doublement de la journée de travail, décalage des repos, suppression des RTT, sans vergogne, pour éviter de demander de l'intérim.

Un autre indice du manque crucial de personnel est le chiffre invraisemblable de 70 000 jours dits de repos que la direction doit au personnel, ce qui fait une moyenne de 12 à 13 jours par agent !

FERMETURE DE LITS

Le manque de personnel entraîne des fermetures de lits. Cela est devenu classique tout au long de l'année, pas seulement pendant les vacances. Il y a des fermetures dites provisoires pour cause de travaux, une semaine par-ci, quinze jours par-là. En janvier la direction adressait un courrier à l'encadrement, dans lequel elle demandait de lui envoyer les prévisions de fermetures de lits pour la période du 1^{er} février au 2 juin 2003 car, pendant la période de congés scolaires, la demande de soins, affirmait-elle, peut être moins forte. Tout cela fragilise les équipes, désorganise en permanence le travail et alourdit la charge de travail dans les services qui restent ouverts.

En 1990, l'hôpital avait 2 400 lits avec 177 lits de long séjour ; en 2003, il compte 2 004 lits dont 70 lits de long séjour. Toutes ces fermetures ne se sont pas faites de la même manière. Beaucoup ont eu lieu insidieusement à l'occasion des travaux de réhabilitation (transformation de chambres à trois lits en chambres à deux lits, création d'une salle de détente, d'un bureau pour les médecins ou les infirmières). Les lits de long séjour ont disparu en étant d'abord transformés en lits de soins, de suite et de réadaptation et en lits de rééducation neurologique qui eux-mêmes ont été en grande partie fermés faute de moyens supplémentaires. Mais ces dernières années, les fermetures se sont accélérées avec des regroupements de services, de spécialités existant en doublon ou proches l'une de l'autre. À l'occasion de l'ouverture du bâtiment de Cœur, le regroupement de services de cardiologie d'hôpitaux différents a eu pour conséquence la fermeture de 65 lits en tout.

À l'été 2002, 804 lits ont été fermés dont 55 n'ont pas rouvert. En ajoutant les 45 lits non ouverts en 2002, suite à des fermetures antérieures, et les 31 lits fermés suite à des changements de structure pour dysfonctionnement par manque de moyens en matériel et en personnels, c'est 131 lits qui n'ont pas rouvert en 2002. On peut ajouter les salles où les lits ferment le week-end et les fermetures des quinze jours de fêtes de fin d'année, ce qui



Manifestation en décembre 1999 à Paris. La situation ne s'est pas arrangée depuis !

porte le chiffre de fermetures à 500-550 lits sur le groupe en fin d'année.

Dans le service de radiothérapie médicale, la moitié des lits ont fermé au printemps dernier. La direction expliquait à l'époque que c'était pour le bien du personnel et celui des patients. Puis des personnels ont été poussés à quitter le service proportionnellement au nombre de lits fermés.

Dans le bâtiment de neurochirurgie, la réanimation, qui comptait 40 lits il y a sept ans, à l'ouverture du bâtiment, ne tourne plus que sur 25 lits actuellement. Dans une première phase dix lits avaient été fermés pour faire des économies, puis plus récemment, il y a un an et demi, cinq lits avaient été fermés par manque de personnel et jamais rouverts depuis. Pourtant ce manque de lits de réanimation pose de gros problèmes de fonc-

tionnement à l'ensemble du bâtiment qui est censé accueillir trois fois 24 heures par semaine les urgences neurochirurgie de toute l'Ile-de-France et qui gère également 100 lits d'hospitalisation pour les opérations de neurochirurgie programmées.

Le manque de place en réanimation oblige par exemple à faire stationner parfois des patients qui nécessitent des soins lourds plusieurs jours dans la salle de réveil qui n'est pas conçue pour cela. Il oblige également de plus en plus souvent les médecins à refuser des malades arrivés dans le cadre des urgences ou à faire sortir parfois prématurément des patients pour les mettre en hospitalisation. En chirurgie cardiaque, la rotation des patients est telle que lorsqu'un patient part au bloc, son lit est pris pour une autre entrée ; l'opéré trouvera un autre lit après 24 heures passées en

réanimation. Cela double le nettoyage des chambres mais les lits sont rentabilisés !

L'aggravation des conditions de travail, la diminution de l'offre de soins qui choque de nombreux travailleurs de l'hôpital ne se sont pas déroulées sans réaction des personnels. Des réactions locales ont pu permettre de faire reculer la direction pendant un moment. Et plusieurs services ont été partie prenante des mobilisations des personnels hospitaliers au cours de ces dernières années.

Mais pour contraindre les gouvernements à changer le cours de leur politique, il faudra un mouvement fort et profond de l'ensemble des personnels hospitaliers, qui s'élargisse si possible au-delà. Car c'est toute la société qui est concernée par le service public hospitalier.

Correspondant LO

Hôpital Purpan (Toulouse)

DANS LA « MATERNITÉ DU FUTUR » MANQUE DE PERSONNEL AU PRÉSENT

La vieille maternité du Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse, située dans l'hôpital de La Grave vient de fermer. Elle est remplacée depuis le 25 mars par un nouveau bâtiment construit à côté de l'hôpital des Enfants – lui-même tout récent – sur le site de l'hôpital Purpan.

Mais les problèmes dus au manque de personnel viennent déjà perturber l'ouverture de ce nouvel hôpital : il n'y a pas suffisamment

de manipulateurs en radiologie pour faire face à la nouvelle activité. La direction a alors pensé à faire appel au personnel de Radio-Pédiatrie situé dans le bâtiment voisin. Mais celui-ci est déjà en sous-effectif, puisque 4 manipulateurs absents pour des raisons diverses et pour de longues durées ne sont pas remplacés.

Une pétition a circulé, trouvant un écho dans tout l'hôpital Pédiatrique, et recueillant plus de

300 signatures en quelques jours, tant il est vrai que les problèmes liés au manque de personnel sont généraux.

Pour le moment, la direction renonce à faire appel aux manipulateurs de Radio-Pédiatrie, pour... solliciter ceux d'un autre service !

Mais de toutes façons, les manips de Radio-Pédiatrie continuent de poser le problème du manque de personnel à la radio.

Correspondant LO

Nitrochimie
Billy-Berclau - (Pas-de-Calais)

DES USINES QUI FONT DU PROFIT ET QUI TUENT

Jeudi 27 mars vers 6h15, l'atelier 50 de l'usine Nitrochimie à Billy-Berclau, une petite commune du Pas-de-Calais aux environs de Lens, était entièrement détruit par une terrible explosion tuant sur le coup quatre salariés.

La déflagration a été entendue et ressentie à plus de 10 km alentour, cassant des vitres et vitrines jusqu'à plusieurs kilomètres, soufflant des portes et toitures et jetant l'émoi et l'inquiétude dans la population locale parmi laquelle, rapidement, a circulé la nouvelle d'une explosion de la « Poudrière ».

L'accident a eu lieu dans un atelier mécanisé (avant, toutes les manipulations se faisaient à la main) fabriquant les bâtons de dynamite à partir de carton et de pâte explosive. La pâte, elle-même malaxée dans l'entreprise, était découpée et ensuite encartouchée. C'est pendant la phase de démarrage et de réglage de la machine que l'explosion a eu lieu.

L'atelier était sous surveillance vidéo et la cassette a été saisie pour l'enquête ; mais connaîtra-t-on un jour les vraies causes ? Certains travailleurs évoquaient la possible existence d'un corps étranger dans la pâte, ou encore la possible surchauffe d'une pièce de la machine suite au durcissement de cette pâte qui reste stockée après le travail de l'équipe précédente.

En attendant, les salariés ont été mis au chômage.

Il y a quelques mois, au cours d'une réunion officielle invitant des représentants des usines classées Seveso, un dirigeant de Nitrochimie avait expliqué que, les ateliers étant séparés les uns des autres par un périmètre de sécurité, renforcé par la présence de murs bétonnés et de monts de schistes de plus de 5 mètres, une éventuelle explosion resterait localisée à un seul atelier, limitant les dégâts pour les populations voisines à quelques vitres et dommages légers. Seuls pouvaient donc être touchés les salariés de cet atelier qui n'avaient, bien

entendu, pratiquement aucune chance de survivre. Cette prévision s'est révélée exacte, cyniquement exacte aussi pour les quatre salariés qui y ont laissé la vie.

Il y a quelques dizaines d'années, quand il n'y avait pas trop de chômage, et pour attirer des travailleurs dans cette usine dangereuse, les salaires étaient plus élevés qu'ailleurs. Depuis longtemps, cela n'est même plus vrai. Le nombre de salariés a d'ailleurs fondu, passant en vingt ans d'environ 250 personnes à 87 aujourd'hui.

Il y a en plus en permanence des intérimaires, une quinzaine en ce moment, alors que dans ce genre d'environnement extrêmement dangereux, le travail précaire devrait à plus forte raison être interdit.

Cette société, de la taille d'une PME, qui produit 6 000 tonnes de dynamite et 7 000 tonnes de nitrate de fioul par an, n'est pas une petite société de province. Elle appartient à des groupes internationaux : pour 35 %, à Davey Bickford Smith & Cie, vieille société britannique ayant participé à la réalisation du canal de Panama, et pour 65 % à la Société d'Explosifs et de Produits Chimiques SA (SEP) qui est cotée en Bourse et qui est elle-même détenue majoritairement par la famille Barbier, à l'origine de la construction de Nitrochimie. SEP a vu son chiffre d'affaires passer de 125 à 188 millions de francs entre 1998 et 2000, multipliant par quatre ses profits pour atteindre il y a deux ans presque 11 millions de francs.

Alors, même si la direction de l'usine déclare que la sécurité y était respectée (malgré les récentes déclarations de la Drire qui dit avoir effectué quelques mises en demeure ces dernières années pour non-respect de la réglementation), les investissements pour la sécurité étaient de toute façon bien en deçà des bénéfices récoltés. Et, classement Seveso ou pas, la rentabilité et les profits passent loin devant la vie des travailleurs.

General Trailers
(Lunéville)

LES POUVOIRS PUBLICS FINANCENT UNE ENTREPRISE QUI SUPPRIME DES EMPLOIS

Une demande de subvention de 80 000 euros pour General Trailers (ex-Trailor) à Lunéville a été votée au conseil régional de Lorraine. Elle a pour but officiel d'aider General Trailers à construire un bâtiment de production – qui est déjà quasiment achevé. La demande d'aide précisait que General Trailers employait 496 emplois et que l'octroi d'une aide permettrait de créer 31 emplois nouveaux. Le calcul est vite fait : 496+31=527.

Or, au jour d'aujourd'hui, l'entreprise emploie très exactement 532 personnes, 5 de plus ! Mais en réalité, General Trailers supprime régulièrement des emplois. L'entreprise prévoit même d'en supprimer 150 par le biais de préretraites amiante. Certes, c'est tant mieux pour les travailleurs que Trailor a exposés au risque de l'amiante pendant des dizaines d'années, mais ces préretraites ne seront pas toutes remplacées, loin de là.

À la commission perma-

nente du conseil régional, notre camarade Christiane Nimsgern, élue Lutte ouvrière de Meurthe-et-Moselle, a dénoncé cela, ajoutant : « dans un courrier en date du 17 janvier dernier, que je tiens à votre disposition, le sous-préfet de Lunéville évoque, et je le cite "un plan social concernant 150 employés". Il ajoute que ces suppressions d'emplois pourraient être évitées grâce à des départs en préretraite amiante. Si l'État accepte de les financer, 150 salariés pourraient en bénéficier, dont 80 dès cette année. Or le préfet précise que, compte tenu de la production présente, General Trailers n'embaucherait que 50 personnes pour remplacer ces 80 départs en retraite. En clair, l'entreprise s'appête de fait à supprimer 30 emplois alors que, dans le rapport qui nous est présenté, vous prétendez qu'elle va en créer 31. »

Allant plus loin encore dans le mensonge, la Région a répondu à notre camarade :

« Effectivement le chiffre de 31 embauches n'est pas exact parce qu'en fait General Trailers va embaucher bien plus d'une centaine de personnes. » Elle prend ainsi le contre-pied de ce qu'affirme le sous-préfet et de ce que savent tous les salariés : General Trailers n'a jamais eu l'intention d'embaucher qui que ce soit, au contraire, puisque les effectifs n'ont cessé de diminuer ces derniers mois. Cela n'a pas empêché tous les élus de l'extrême droite à la gauche de voter la subvention, seule notre camarade se prononçant contre.

De Daewoo à Gooding en passant par Panasonic, JVC, Bata, Flextronics et tant d'autres, la droite qui dirige le conseil régional a l'habitude d'habiller de mensonges un soutien permanent et inconditionnel aux grands groupes industriels et financiers. La création d'emplois n'est qu'un prétexte. Parfois doublé d'un mensonge éhonté.

Daewoo
Longwy

« Salariés victimes et non coupables, LIBÉREZ NOS CAMARADES ! »

À l'heure où nous écrivons, deux ex-salariés de l'usine Daewoo de Mont-Saint-Martin sont toujours en prison, accusés de l'incendie de leur usine. L'intersyndicale CGT-FO-CFTC de l'entreprise – aujourd'hui fermée – a constitué un comité de soutien et fait circuler une pétition dont elle nous communique le texte :

« L'incendie de l'usine Daewoo-Orion qui s'est produit le 23 janvier 2003 est criminel et nous le condamnons fermement. Les auteurs de cet acte ont agi pour discréditer la lutte qui a été engagée depuis le 19 décembre dernier et pour

faire porter le chapeau aux travailleurs et à l'intersyndicale CGT-FO-CFTC de l'entreprise.

Mais à qui profite ce crime ? Certainement pas à ceux qui ont lutté depuis le début pour défendre leurs intérêts.

Après deux mois d'enquête menée de manière plus que contestable par le SRPJ de Nancy, quatre salariés de Daewoo-Orion ont été mis en examen et deux d'entre eux sont en détention provisoire.

Ces mises en examen ne sont que la poursuite de l'opération qui vise à trouver un bouc émissaire pour casser la mobilisation des tra-

vailleurs, criminaliser leur lutte et discréditer l'intersyndicale CGT-FO-CFTC.

Nous apportons tout notre soutien aux quatre salariés mis en examen. Nous sommes solidaires avec ceux à qui on veut faire porter le chapeau d'un incendie qui a profité avant tout à la direction de Daewoo-Orion et aux pouvoirs publics. »

Pour tous renseignements : Union Locale CGT, 132 rue de Metz – BP 90173 - 54403 Longwy Cedex.
Tel : 03-82-24-30-48
Fax : 03-82-25-17-69
Email : ulcgtlongwy@worldonline.fr

Réunion publique de Lutte Ouvrière

NEMOURS
(Seine-et-Marne)

Samedi 12 avril à 15 heures
Centre communal
« Les Tanneurs »

ÉDUCATION NATIONALE

POURSUITE DU MOUVEMENT

Le mouvement de grève et de manifestations commencé lundi 24 mars dans le Lot-et-Garonne, comme dans tous les départements de l'académie de Bordeaux (voir LO n° 1808), s'est poursuivi toute la semaine et a continué la semaine suivante.

Jeudi 27, le mouvement, qui avait été suspendu la veille dans plusieurs lycées, est reparti, de manière inégale selon les lycées, mais en s'élargissant à de nouveaux collèges, en particulier des collèges éloignés des villes les plus importantes et, surtout, en s'étendant dans l'enseignement primaire. Ce jour-là, tous les grévistes se sont retrouvés pour tenir une assemblée

générale dans les jardins du conseil général, assemblée qui s'est terminée en envahissant les locaux mêmes du conseil.

Toujours le jeudi, la décision d'une manifestation départementale à Agen était prise par les enseignants en lutte et les fédérations de parents d'élèves, cependant que, dans plusieurs collèges et écoles, les grévistes organisaient des rencontres avec les parents pour les informer des raisons de notre lutte et obtenir leur soutien. C'est ainsi que plusieurs conseils locaux de la FCPE appelaient les parents à ne pas envoyer leurs enfants à l'école ou au collège.

Le samedi 29, de très nombreux manifestants se sont retrouvés place de la Préfecture à Agen (1 000 selon la police, 1 500 dans la presse).

Tout le centre d'Agen s'est retrouvé bloqué par un cortège bruyant, où slogans et chansons fusaient, rythmés par un groupe de percussions. Un cercueil ouvrait la manifestation, certains manifestants étaient vêtus de noir. Mais, comme l'a déclaré une enseignante dans un texte lu lors du petit meeting qui a clôturé la manifestation : « *Ce n'est pas l'Éducation nationale que nous avons enterrée aujourd'hui, mais les projets de Ferry et Darcos* ». Une manifestation semblable a réuni le même jour 4 000 manifestants à Pau.

La veille, vendredi 28, ledit Darcos était venu à Bordeaux, accueilli par 3 000 manifestants. Du coup, il s'est défilé de l'entrevue qu'il avait acceptée avec les représen-

tants syndicaux en y envoyant un responsable technique, que les syndicats ont refusé de rencontrer. Vendredi soir, Darcos était à Périgueux où il assistait à la réunion du conseil municipal, dont il fait toujours partie. Houspillé par 150 enseignants qui s'étaient massés dans le public, il s'est lâché, expliquant qu'il en avait assez d'être interpellé par « *des gens qui braiment dans les rues* »... Depuis, le cerf est à la mode dans les AG de grévistes, et on risque fort de le voir dans les manifestations prévues mercredi 2 avril et dans le cortège Éducation nationale du jeudi 3 !

Le mouvement a continué à s'étendre dans le premier degré lundi 31 mars et mardi 1^{er} avril, cependant que dans plusieurs collèges, c'est sous

forme tournante qu'il s'est poursuivi : un jour les profs, un jour les personnels de service, un jour les surveillants, un jour les parents qui n'envoient pas leurs enfants. Dans les lycées d'Agen, si des pique-niques sont organisés tous les midis autour de banderoles, le travail a repris dans les faits.

Jeudi 3 avril, la mobilisation devrait être importante et des rendez-vous sont d'ores et déjà pris pour la rentrée (les vacances de Pâques commencent le 4 avril). Mais l'absence de relais au niveau national (même si certaines académies ou départements semblent se lancer dans un mouvement de grève reconductible) commence à peser !

● Grève en Seine-Saint-Denis

AVEC FERRY, C'EST L'ÉCOLE QUI RÉTRÉCIT !

Plusieurs collèges et lycées de Seine-Saint-Denis sont entrés en grève à partir du jeudi 27 mars pour protester contre le transfert aux régions et aux départements de 110 000 agents de service et de cantine, assistantes sociales, conseillers d'orientations ou médecins scolaires.

Trop c'est trop ! Alors que la situation est déjà intenable, on apprend chaque trimestre qu'une nouvelle catégorie de personnel risque de disparaître des établissements scolaires. Le gouvernement se désengage toujours davantage du financement de l'éducation. Devant cette évidence, nombreux sont ceux qui estiment qu'il n'est pas possible d'assister plus longtemps à ce massacre sans se donner les moyens de réagir efficacement.

Dans les établissements scolaires, l'inquiétude pour tous ceux qui vont être touchés par ces mesures de décentrali-

sation se mêle à la conscience très nette qu'il y aura beaucoup moins de monde l'an prochain pour faire face. Il y a un tel manque de personnel dans les collectivités locales qu'elles ne vont pas se priver de piocher parmi les agents dont l'Éducation nationale leur demande maintenant de régler le salaire. Comme dit Raffarin : « *Qui paie décide* » ! Toutes les informations convergent en ce sens. Les agents risqueraient de ne plus être rattachés à un établissement particulier, et derrière la décentralisation se profile la menace d'une privatisation des cantines ou du ménage. Les assistantes sociales scolaires seraient utilisées à combler les postes non pourvus sur les quartiers. Les médecins ont une place toute trouvée dans les centres de PMI (Protection maternelle et infantile) ou à s'occuper des dossiers de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie. Quant aux conseillers d'orientation, ils seraient dévolus à la formation continue ou aux stages mis en place par les régions. Aux

enseignants d'assurer les tâches aujourd'hui effectuées par toutes ces personnes ! Quand on sait que cela s'ajoute au licenciement programmé des aides-éducateurs qui assureraient souvent le soutien scolaire, et à la réduction du nombre de surveillants, recrutés désormais sous un nouveau statut plus désavantageux, cela fait vraiment beaucoup pour une année !

Face à cette avalanche, les grèves d'une journée programmées par les syndicats enseignants semblent dérisoires, et si aucun établissement n'a envie de se lancer seul dans la lutte, la conscience existe que seule une vraie grève pourrait mettre un coup d'arrêt à la nouvelle dégradation qui s'annonce.

C'est bien pourquoi une dizaine d'établissements de

Saint-Denis ou des communes proches, toutes catégories de personnel confondues, ont décidé d'entrer en grève jeudi 27 mars, après s'être donné une semaine pour informer tout le monde de la situation. Ce jour était celui d'une manifestation à Paris de tous les personnels décentralisés. Ce fut l'occasion de se retrouver pour exprimer notre colère, et de constater que d'autres académies, au Havre par exemple, s'étaient déjà engagées dans la grève. Le lendemain, les établissements les plus en grève ont multiplié les visites d'autres collèges ou lycées, convaincus qu'il faut étendre le mouvement.

Les assemblées générales organisées pour faire le point regroupent pour l'instant près de cent cinquante personnes. Samedi 29 mars, c'est une centaine d'enseignants, de parents

d'élèves, de personnel des établissements scolaires qui ont accueilli élus et autorités administratives venus inaugurer les nouveaux locaux du collège Garcia-Lorca à Saint-Denis, et leur ont dit ce qu'ils pensaient de la situation.

Dans chaque établissement, l'information est faite en direction des parents, pour montrer que derrière l'argument de la plus grande proximité des collectivités locales se cache la volonté de se débarrasser de pans entiers de l'Éducation nationale, pour des raisons financières. Le noyau actuel d'établissements en grève fait tout pour populariser et étendre au maximum son action, convaincu que pour être efficace la réaction doit se situer à une échelle beaucoup plus vaste.



Lors de la manifestation du 27 mars.

● Marseille **ÉCOLES EN GRÈVE** **DANS LES QUARTIERS POPULAIRES**

À Marseille, plus de mille grévistes de l'Éducation nationale et des parents d'élèves, sont descendus dans la rue jeudi 27 mars. Lundi 31, soixante-dix-huit écoles primaires (sur plus de trois cents) étaient en grève totale ou partielle et les grévistes décidaient en assemblée générale la poursuite du mouvement, particulièrement des tournées dans les autres établissements pour convaincre leurs collègues de rentrer en lutte. Près de mille enseignants manifestèrent ensuite sur La Canebière et devant la préfecture.

Début mars, des grèves avaient démarré dans des collèges des quartiers populaires du nord et du centre-ville de Marseille. Au collège Henri-Barnier, le personnel se mettait en grève contre la diminution importante du nombre d'heures de cours l'an prochain (1 500 sur l'année), alors qu'il est prévu une augmentation du nombre d'élèves. Ils multipliaient les manifestations avec les parents et obtenaient finalement un « gel » des effectifs pour l'an prochain. Au collège Belle-de-Mai, c'est à la suite d'une agression que la grève a commencé, mais là aussi c'est le manque de personnel qui a révolté les enseignants et les non-enseignants de l'établissement qui sont partis à

200 manifester dans le quartier. D'autres collègues ont, à leur tour, rejoint le mouvement.

Mardi 18 mars, plus de 500 personnes, des enseignants mais aussi des conseillers d'orientation et des parents d'élèves se retrouvaient en assemblée générale pour décider de la suite à donner au mouvement.

Les grèves se sont ensuite étendues aux écoles primaires. Les raisons de se mettre en colère ne manquent pas. Dans certains quartiers on refuse des élèves en maternelle faute de place. Au début de cette année, plusieurs dizaines d'enfants du centre-ville ne trouvaient même pas de place en primaire. Des postes d'enseignants spécialisés pour les primo-arrivants sont supprimés, et les élèves se retrouvent à plus de 26 par classe, y compris en ZEP. Les remplacements sont de plus en plus mal assurés. Dans nombre d'autres, les classes, les locaux ou les cours de récréation sont trop exiguës ou mal adaptés. Il manque du personnel pour s'occuper d'élèves en difficulté qui auraient besoin de travailler en petits groupes.

Le personnel est d'autant plus révolté que l'on sait que le gouvernement veut supprimer des postes dans l'Éducation nationale d'après les déclarations du ministre, Luc Ferry, qui a déjà décidé la disparition des surveillants et des aide-éducateurs, pourtant indispensables. Un rapport du Conseil d'État, sorti dernièrement, préconise même que l'Éducation nationale soit détachée de

la fonction publique et fonctionne comme une entreprise privée.

Le ras-le-bol est manifeste.

C'est après la journée de grève du 18 mars que le mouvement s'est amplifié. La grève repartait de l'école de La Busserine dans les quartiers nord et de l'école Korsec au centre-ville, toutes deux classées en ZEP. Les grévistes organisèrent des tournées dans les autres établissements. L'accueil fut toujours très chaleureux, la grève gagna du terrain et les tournées s'intensifièrent. Jour après jour, de nouvelles écoles se mettaient en grève, d'autres promettaient de le faire, mais voulaient auparavant informer les parents. Mais partout il y avait le sentiment que ça ne pouvait plus durer. Les menaces de décentralisation, comme la dénonciation du rapport du Conseil d'État levaient les hésitations.

Les différents syndicats ont décidé de soutenir la grève, même si pour le plus important, le SNUIPP (syndicat des instituteurs au sein de la FSU), il s'agirait seulement pour l'instant de « discuter » de la grève reconductible à partir du 3 avril, alors que des écoles sont en grève depuis le 18 mars.

De nombreux grévistes pensent que la journée de grève nationale du 3 avril convaincra d'autres collègues de rejoindre la grève. Ils pensent aussi que le mouvement ne peut gagner que s'il s'étend encore.

● Colombes (Hauts-de-Seine), au collège Henri-Dunant

LE RECTORAT AFFICHE SON MÉPRIS

Le collège Henri-Dunant à Colombes, classé en ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire) accueille plus de 730 élèves dans un des quartiers les plus populaires de la ville, le Petit-Colombes. Les enseignants se sont mis en droit de retrait pendant trois semaines pour dénoncer l'insécurité et leurs conditions de travail déplorables ; ils réclament des surveillants, le matériel nécessaire à la sécurité (comme des extincteurs) et les moyens permettant d'ouvrir une classe spécialisée accueillant les élèves les plus en difficulté dans le collège, afin de leur apporter un soutien scolaire.

En effet, la sécurité dans ce collège n'est pas assurée : les extincteurs ne sont pas en état de marche, l'alarme incendie est déclenchée sans raison (elle l'a été jusqu'à 13 fois dans la même journée), rendant le système de sécurité complètement inefficace. Et il est arrivé que des jeu-

nes extérieurs au collège arrivent à y rentrer, armés de couteaux.

Alors qu'en début d'année, les crédits avaient été alloués pour la création de 14 postes d'aides-éducateurs, ils ne sont aujourd'hui que 4. Et il n'y a parfois qu'un seul surveillant pour tout le collège.

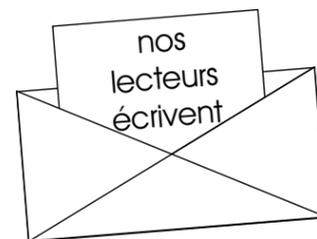
Les enseignants ont fait des réunions avec les parents d'élèves, ils sont allés à plusieurs reprises au rectorat, ils sont même allés au ministère où on a refusé de les recevoir. Ils ont aussi organisé un rassemblement avec les parents devant la mairie de Colombes pour réclamer à la maire des moyens pour la sécurité, la maire ayant fait justement de cette sécurité la priorité de son programme. Ils n'ont reçu que des réponses négatives. La maire a même trouvé qu'ils ne devaient pas se plaindre puisqu'on leur a ouvert un poste de médiateur et attribué

quelques heures pour les élèves en difficulté.

Non seulement le rectorat a opposé à leurs demandes un refus catégorique, prétextant le manque de moyens, mais en plus il leur a annoncé que l'an prochain ils devront augmenter l'effectif d'élèves par classe qui passera de 24 (nombre maximum autorisé dans les ZEP normalement) à 28 élèves.

Cela montre dans quel mépris l'administration tient les enseignants mais surtout les jeunes de ce quartier populaire dont ils décident d'aggraver délibérément les conditions de scolarité, déjà difficiles.

À l'issue d'une réunion vendredi 28 mars avec les parents, les enseignants ont décidé de reprendre les cours. Mais ils restent vigilants et gardent la volonté d'obtenir des conditions normales d'enseignement pour leurs élèves. Affaire à suivre.



DES « COP » CONTRE LA DÉCENTRALISATION !

Conseillère d'orientation-psychologue (COP) dans un centre d'information et d'orientation (CIO) de la Seine-Saint-Denis, je vous écris pour vous exposer le sort que le gouvernement Raffarin nous réserve avec ses lois sur la décentralisation.

Nous avons été avertis par les médias de l'imminence de l'application des mesures nous concernant. C'est dire tout le mépris du gouvernement à notre égard. Mes collègues et moi sommes convaincues que « qui paye, ordonne » et que les régions auront donc tout pouvoir de fixer nos missions. Si les conseillers travaillent pour les régions, ils devront orienter les jeunes en fonction des demandes du patronat local. Or nous voulons continuer à servir les jeunes et leurs familles, et pas les entreprises.

Cela signifie également que les services d'orientation offerts aux usagers varieront selon les moyens financiers des régions, moyens qui resteront disparates malgré les promesses de redistribution de l'État.

Actuellement, un conseiller prend en charge plus de mille élèves sans compter les autres usagers (non scolaires, adultes, élèves du privé) et travaille dans deux établissements en plus du Centre d'information et d'orientation. Or le ministère de l'Éducation nationale supprime le recrutement des COP et annonce la fermeture des centres de formation pour juin 2005. Ceux qui

payeront le plus cher toutes ces mesures seront forcément les jeunes issus des classes populaires.

Face à ces attaques et au flou volontairement entretenu par le ministère, nous avons rapidement décidé de ne pas nous laisser faire. Au niveau de notre CIO, depuis le 12 mars, mes collègues et moi avons interrompu nos permanences et nos séances dans les établissements pour montrer notre colère. Nous nous sommes adressées aux personnels par tract, nous avons pris la parole dans les assemblées générales. Parallèlement, nous avons projeté des actions en commun avec d'autres centres : assemblée départementale, communiqués de presse, actions en direction des parents. Nous savons que les conseillers ne sont pas les seuls à être touchés et nous restons persuadées que seule une action de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale pourra faire reculer le gouvernement.

Le 18 mars, nous étions dans la rue, déterminées à nous faire entendre, arborant sur nos pancartes : « *Envie d'agir ? oui Ferry, contre des économies sur l'Éducation, contre des inégalités entre les régions, pour garder nos missions !* ».

La bagarre n'est pas finie : prochain rendez-vous le 27 mars pour une grève des catégories de personnels touchés par la décentralisation.

G. F. (Seine-Saint-Denis)



Expulsions par charters entiers

DES MESURES CONTRE LES PLUS PAUVRES

Mardi 25 mars, 65 Ivoiriens et Sénégalais non admis sur le territoire étaient expulsés par un vol groupé. La CIMADE qui est un organisme de défense des droits de l'homme témoigne de violences qui ont opposé les policiers aux Africains qui ne voulaient pas sortir du centre de rétention ni monter dans les bus. Des bandes de scotch sur la bouche, autour des jambes et des mains, femmes jetées dans les bus, les méthodes musclées déjà dénoncées lors de précédentes expulsions, l'ont été une fois de plus. Jeudi 27 mars, Sarkozy a projeté devant un petit parterre de journalistes des documents tendant à justifier les agissements de la police. Mais les brutalités indéniables qui accompagnent ces reconduites à la frontière, qui ont déjà entraîné des morts sont la conséquence directe des choix politiques de Sarkozy.

Sarkozy a annoncé qu'il allait procéder régulièrement, à un rythme hebdomadaire, à des expulsions par charters entiers. Et dès le 27 mars, c'étaient 57 Roumains qui étaient reconduits à Bucarest par un vol franco-espagnol. Une autre opération du même type est envisagée pour la première semaine d'avril, par vol

franco-anglais, à destination de l'Afghanistan. Par ailleurs, Sarkozy annonce un train de mesures concernant la durée de la rétention et aggravant le temps de séjour nécessaire pour avoir droit à une carte permanente. Ainsi, pendant que Chirac se pose en homme de paix dans le monde, son gouvernement s'apprête à chasser du territoire des centaines et des centaines d'étrangers qui ont tenté de fuir la misère que les grandes puissances les plus riches imposent aux populations des pays pauvres.



— Solidarité avec les grévistes de la faim —

Lundi 31 mars, un représentant du préfet de la Seine-Saint-Denis avait accepté de recevoir une délégation de la Coordination Solidarité des Sans-Papiers 93 et des soutiens venus manifester leur solidarité avec ceux qui luttent pour obtenir leur régularisation et en particulier les sept grévistes de la faim, qui continuent leur mouvement et qui étaient appuyés par une pétition de 580 noms.

Le représentant du préfet s'en est d'abord pris à ceux qu'il accusait de se comporter de façon irresponsable et de pousser les sans-papiers aux grèves

de la faim ne serait-ce que par complaisance, désignant en particulier un représentant de Lutte Ouvrière qui demandait que soient réexaminés favorablement les dossiers des grévistes avant que leur santé ne soit irréremédiablement atteinte. Cela a suscité une réaction d'indignation de toute la délégation de soutien aux sans-papiers.

En effet, comment ne pas comprendre que le désespoir qui conduit ces travailleurs sans papiers à recourir à la grève de la faim est engendré par les fins de non-recevoir répétées que le préfet et ses représentants opposent

impitoyablement aux démarches de ces travailleurs étrangers ? Et même si nous ne sommes pas partisans de cette forme d'action, nous sommes bien sûr profondément solidaires de la lutte de ces hommes et de ces femmes qui ne veulent pas baisser les bras.

Lors de cette réunion, le représentant du préfet avait les dossiers des sept grévistes, sauf un, qu'il n'avait pas encore reçu de la Préfecture de Seine-et-Marne, et qui concernait un travailleur sans papiers présent depuis 14 ans en France. Mais qui donc sème le désespoir,

sinon ces lois et ces règlements qui entravent la régularisation des travailleurs ? Qui provoque les grèves de la faim, sinon ceux qui multiplient les tracasseries, les suspicions de faux, les refus répétés ?

À Saint-Denis comme dans d'autres villes où des mouvements ont lieu, notamment Lyon où 25 Kurdes font également la grève de la faim, il faut que tous ceux qui aujourd'hui se battent pour leur régularisation aient immédiatement leurs papiers. Et il faut aussi bien sûr imposer au gouvernement la régularisation de tous les sans-papiers.

Au Conseil régional d'Ile-de-France

NON À L'INSÉCURITÉ IMPOSÉE AUX SANS-PAPIERS

La violence organisée au plus haut niveau de l'État rend insupportable les déclarations autosatisfaites sur les progrès – prétendument réalisés et qu'il faudrait poursuivre – en matière de sécurité.

Arlette Laguiller est intervenue sur ce point au Conseil régional d'Ile-de-France lors de la session du 27 mars. Dénonçant le sort révoltant qui est imposé aux travailleurs sans papiers et à ceux que les autorités appellent les clandestins, elle a interpellé les deux préfets présents ce jour-là pour intervenir à la séance du Conseil :

« Messieurs les Préfets, a-t-elle affirmé, il y a un chapitre de l'insécurité que vous

n'avez pas abordé.

Cette insécurité concerne les travailleurs sans papiers, dont la majorité sont des immigrés dits économiques. Pendant des dizaines d'années, les grandes entreprises des mines, de la sidérurgie et de l'automobile sont allées chercher en Pologne et au fin fond des villages d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire, des centaines de milliers de travailleurs qui se sont intégrés. En France, il y a un volant constant de 300 000 à 500 000 travailleurs sans papiers. On dit que ce sont des clandestins ! Certes, ils le sont au regard de la loi qui les prive de tout droit. Mais ils ne le sont pas pour les patrons qui les exploitent dans le bâtiment,

l'entretien, le ménage, la sécurité même, l'agriculture, la confection ou la restauration, dans les PME, mais aussi dans les sous-traitants des grands groupes industriels et dans les services publics.

Les lois que vous êtes chargés de mettre en pratique sont beaucoup trop contraignantes. Prouver dix ans de présence ininterrompue et de travail en France par des papiers officiels et administratifs écarte de la régularisation des travailleurs souvent employés au noir, quelques-uns non payés, aspirant à sortir de l'ombre et à échapper à la peur d'être raflés et expulsés.

Refuser la régularisation de ces travailleurs favorise le déve-

loppement des mafias. Mafias pour les papiers, pour le travail, pour le logement. Autant de réseaux, sources d'insécurité et de violence, exploitant la misère et l'exclusion de ces familles.

Messieurs les Préfets, les lois doivent être changées pour permettre à ces travailleurs de travailler normalement et de vivre comme des êtres humains et non comme de la chair à exploiter.

Dans notre région, depuis les événements de la basilique de Saint-Denis, en août dernier, des dizaines de milliers de travailleurs clandestins sont sortis au grand jour pour réclamer des droits élémentaires. En réponse, le ministre Sarkozy, après avoir promis d'être plus humain, n'a

rien changé : les régularisations se font toujours au compte-gouttes. Au moins deux expulsés ont été contraints et victimes de violence lors des expulsions et sont décédés. Et le gouvernement médiatise aujourd'hui des expulsions par charters pour intimider et tenter de briser toute lutte des sans-papiers.

Certains désespérés dans différentes villes recourent à la grève de la faim. Dans le 93, à Saint-Denis, sept d'entre eux ne s'alimentent plus depuis le 28 février. Et deux sont dans un état grave.

Messieurs les Préfets, que comptez-vous faire face à cette insécurité, face à ces drames vécus par des sans-papiers ? »